



Un immeuble rénové s'écroule à Hussein Dey

UN BLESSÉ ET UNE ENQUÊTE OUVERTE

Page 24

LE JEUNE

N° 8342 — DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2025

ERADICATION DES ANIMAUX ERRANTS

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

Colère des autorités

Page 24

Santé militaire

L'ANP MISE SUR L'EXCELLENCE



À l'occasion du 71^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, a inauguré hier de nouvelles infrastructures sanitaires en 1^{re} Région Militaire. Ces réalisations, comprenant l'Hôpital Militaire Universitaire Régional Mixte de Blida et plusieurs services spécialisés à l'Hôpital Central de l'Armée d'Ain Naadja, s'inscrivent dans la modernisation du système de santé militaire et visent à offrir des soins de pointe aux militaires et à leurs ayants droit. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du MDN.

Page 3

ETUDIANTS EN IA ET MATHÉMATIQUES

L'ETAT ASSURE L'EMBAUCHE

Page 2

ALGÉRIE-VIETNAM

Nouvelle ère pour la coopération économique

Page 5

DIABÈTE INFANTILE

LE PIC D'ALERTE

Page 6



RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

Moteur pour l'économie nationale

L'ALGÉRIE s'apprête à franchir une nouvelle étape dans la construction d'une économie fondée sur le savoir, en plaçant la recherche scientifique et l'innovation au cœur de sa stratégie de développement. Le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) organise, les 20 et 21 décembre 2025 à Alger, une rencontre nationale intitulée : «La recherche et l'innovation au service de l'économie nationale : de la vision à l'impact». c'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur. Ce rendez-vous se veut un espace fédérateur réunissant l'ensemble des acteurs du système national de recherche : élites scientifiques et universitaires, secteurs ministériels, entreprises publiques et privées, organisations patronales et syndicales, institutions de jeunesse ainsi que la société civile. L'objectif est d'harmoniser la vision stratégique nationale et renforcer l'écosystème de recherche et d'innovation, afin de répondre aux grandes transformations en cours. Dans un message adressé à l'ensemble des compétences nationales, en Algérie et à l'étranger, le président du CNRST, le professeur Mustapha Yahi, souligne l'importance d'impliquer toutes les forces vives de la nation : «Cet événement vise à unifier les visions à travers l'implication de tous les acteurs du système de recherche et d'innovation, pour en faire un pilier de souveraineté et de développement durable». Le professeur Yahi rappelle que la recherche scientifique et les technologies ne sont pas qu'un chantier scientifique, mais un levier stratégique, capable de renforcer la souveraineté nationale et d'accélérer les réformes économiques engagées par l'État. Par cette initiative, le CNRST entend consolider une culture de l'innovation et créer des passerelles entre le monde académique et le tissu économique, en particulier dans les secteurs stratégiques : énergie, agriculture, santé, industrie, environnement, transformation numérique, intelligence artificielle et technologies avancées. La rencontre s'inscrit pleinement dans les orientations du programme gouvernemental, qui accorde une place cruciale au développement d'une économie fondée sur la connaissance, en encourageant la valorisation des résultats de recherche, la création de start-ups innovantes et le transfert technologique. Les participants sont invités à contribuer par leurs propositions, recommandations et visions, afin de transformer les défis en opportunités et de faire de la science un moteur de prospérité nationale. Le CNRST a mis en ligne une note conceptuelle disponible en trois langues (arabe, français, anglais) sur son site officiel : www.cnrst.dz.

Aymen D.

ETUDIANTS EN IA ET MATHÉMATIQUES

L'État garantit l'embauche directe

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, hier à Alger, que les 157 diplômés de la promotion 2026 de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) et de l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM) bénéficieront de contrats de travail dès leur sortie. Une mesure forte, conçue pour stabiliser les élites scientifiques et renforcer la transition du pays vers une véritable économie fondée sur la connaissance.

Baddari a précisé que «l'intégration des diplômés se fera directement au sein d'institutions publiques et privées, couvrant l'ensemble des secteurs économiques», lors de l'ouverture du Salon des offres d'emploi, au pôle scientifique et technologique Abdelhafid-Ihadaden de Sidi Abdallah, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki. Leur recrutement anticipé, a affirmé M. Baddari, a pour ambition de «diversifier l'économie nationale, moderniser les secteurs productifs et créer un environnement propice à l'innovation». Le ministre a ajouté que ce dispositif s'inscrit dans une stratégie nationale visant à retenir les compétences de haut niveau. Affirmant qu'il s'agit d'un levier essentiel pour renforcer l'économie du savoir et consolider la contribution de ces compétences au service de la société». Il a également relevé le rôle des Salons de l'emploi dans le rapprochement entre les filières d'enseignements avancés et les besoins réels des entreprises, permettant d'optimiser l'investissement dans les cerveaux» grâce à des passerelles directes entre formation et insertion professionnelle. Selon les données du ministère, 107 étudiants sont inscrits à l'ENSIA et 50 à l'ENSM. Au Salon, les futurs ingénieurs ont accueilli avec enthousiasme



Le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari.

POUR LES PROJETS INNOVANTS

cette annonce, qu'ils considèrent comme «une opportunité unique» pour entrer dans un marché du travail en pleine mutation technologique. Ces rencontres leur offriront également un espace pour échanger avec les employeurs, comprendre les attentes des secteurs productifs et identifier des pistes de stage ou de spécialisation. De leur côté, les entreprises présentes ont souligné que l'intelligence artificielle et les mathématiques s'imposent désormais comme des compétences transversales, indispensables dans l'industrie, les télécommunications, l'énergie ou encore les services. Elles voient dans ce rapprochement une occasion d'accélérer l'intégration de futurs experts et de répondre à des besoins croissants en compétences stratégiques.

23 NOUVEAUX LABELS

Parallèlement à cette dynamique d'insertion professionnelle, la promotion de l'innovation au sein des universités se poursuit. Au cours de cette semaine, vingt-trois labels de projets innovants ont été attribués à des étudiants issus de plusieurs établissements du pays, a indiqué le ministère de l'Enseignement supérieur dans un communiqué. Cette initiative répond aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant la création de 20 000 start-up et microentreprises d'ici à 2029. Les projets primés proviennent notamment des universités des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), d'Oum El-Bouaghi, de Tizi Ouzou, de Blida 2, de Djelfa, de Tiaret, de l'Université des sciences et de la technologie

d'Oran (USTO) et de Sidi Bel Abbès. D'autres proviennent de l'Ecole normale supérieure de Kouba, de l'Ecole nationale supérieure de management (ENSM), ainsi que des universités de Mila, Médéa, Relizane, Sétif 1 (Ferhat-Abbas), Batna 2 et Chlef. Le ministère a rappelé que cette dynamique s'inscrit dans le cadre du challenge national Proto Market, lancé pour encourager la transformation des idées innovantes des universitaires en prototypes commercialisables puis en start-up. Ce mécanisme aspire à encourager l'esprit d'initiative parmi les étudiants, à renforcer la culture de l'entrepreneuriat scientifique et à intégrer l'université dans les dynamiques économiques locales et nationales. Pour les porteurs de projets labellisés, cette démarche constitue une première étape vers la concrétisation de leurs idées et leur insertion dans l'écosystème national de l'innovation. Dès lors, entre l'embauche directe des diplômés d'élite, la labellisation des projets innovants et le lancement d'initiatives nationales telles que Proto Market, la politique menée œuvre sans relâche à faire de l'université un acteur central de la transformation économique, technologique et sociale du pays.

Sihem Bounabi

LYCÉE DES FRÈRES ARROUDJ & KHEIREDDINE-BARBEROUSSE À ALGER-CENTRE

Absence prolongée d'enseignants et colère des parents

A L'APPROCHE de la fin du premier trimestre, le manque d'enseignants continue de perturber le fonctionnement du lycée des Frères Arroudj & Kheireddine Barberousse, ex-lycée Delacroix, situé à Alger-Centre. Les parents d'élèves ne cessent d'exprimer leur inquiétude face à cette situation qui touche plusieurs matières, notamment les mathématiques et les sciences informatiques. Pour de nombreuses familles, la rentrée scolaire 2025-2026 s'est rapidement transformée en source d'angoisse. Selon une maman qui nous a contactés, les élèves de première année secondaire, filière sciences, n'ont toujours pas reçu leurs cours dans ces deux matières essentielles pour la poursuite de leur scolarité. «Malgré un premier renfort en mathématiques, la situation s'est rapidement dégradée, laissant les parents dans l'incompréhension et l'inquiétude», explique-t-elle. Face aux pressions répétées des parents, un professeur de mathématiques avait effectivement été affecté au lycée. Mais l'amélioration n'a été que temporaire. «Le professeur est venu, il a assuré les cours à peine trois semaines, puis il a déposé un arrêt de travail», raconte cette mère d'élève. «Le directeur, excédé, a fini par mettre fin à sa présence. Mais depuis, plus personne n'a été recruté», ajoute-t-elle. En conséquence, les élèves se retrouvent de nouveau sans cours à une période pourtant décisive de l'année scolaire, accentuant leur retard et l'inquiétude des familles, qui attendent toujours des mesures concrètes de la part des autorités éducatives. Cette mère affirme avoir multiplié les démarches pour alerter les responsables sur la situation. «J'ai envoyé plusieurs écrits à la direction de l'éducation d'Alger-Centre. Je me suis même déplacée pour rencontrer les responsables», témoigne-t-elle. Elle précise que la directrice de l'éducation avait promis l'envoi d'une commission d'inspection afin d'évaluer le manque d'enseignants au sein de l'établissement. Une promesse qui, selon elle, n'a jamais été suivie d'effet. «On nous a assuré qu'une commission allait venir enquêter. Personne n'est venu. Les enfants attendent toujours», regrette-t-elle. Privés de professeurs de mathématiques et de sciences depuis la rentrée, les élèves accumulent un retard particulièrement difficile à combler. Les heures de permanence se multiplient, et plusieurs cours sont tout simplement annulés. «Comment voulez-vous qu'ils rattrapent tout ça ? Ce sont des matières essentielles pour l'examen et pour leur avenir. On ne peut pas sacrifier une année entière», alerte cette mère de famille. Face à cette situation qui perdure, des parents envisagent désormais de s'organiser collectivement afin d'interpeller une nouvelle fois la direction de l'éducation, demain, et exiger une solution durable.

Lynda Louifi

SANTÉ MILITAIRE

L'ANP mise sur l'excellence

À l'occasion du 71^e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération, le général d'armée, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a inauguré hier de nouvelles infrastructures sanitaires en 1^{re} Région Militaire. Ces réalisations, comprenant l'Hôpital Militaire Universitaire Régional Mixte de Blida et plusieurs services spécialisés à l'Hôpital Central de l'Armée d'Ain Naadja, s'inscrivent dans la modernisation du système de santé militaire et visent à offrir des soins de pointe aux militaires et à leurs ayants droit. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du MDN.



«**A** l'occasion des célébrations du 71^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, et en hommage au courage de nos valeureux martyrs, nous sommes déterminés à renforcer les capacités de notre vaillante armée. Je suis ainsi heureux de visiter aujourd'hui la Première Région Militaire et d'inaugurer de nouvelles infrastructures sanitaires, notamment l'Hôpital Militaire Universitaire Régional Mixte de Blida, ainsi que plusieurs services médicaux récemment aménagés au sein de l'Hôpital Central de l'Armée», a déclaré le Général d'Armée. Et de poursuivre : «À l'occasion de cette honorable commémoration nationale, nous devons nous inspirer de la sincérité et du dévouement de ces femmes et hommes courageux qui ont façonné la gloire et la fierté de l'Algérie, et de nous en inspirer, en tant qu'Algériens loyaux, pour élever notre travail vers les plus hauts niveaux de perfection, de professionnalisme et de dévouement».

Le Général Chanegriha a ensuite souligné que ces réalisations «témoignent de la détermination sans faille qui pousse le Haut Commandement à continuer d'adapter le système de santé militaire aux nouvelles exigences du corps de bataille et aux défis sanitaires émergents.» Il a poursuivi : «À cet égard, il convient de souligner que ce qui a été concrétisé sur le terrain dans le secteur de la santé militaire, ou ce qui est en cours de réalisation, reflète sans aucun doute l'attention particulière que porte le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au secteur de la santé militaire. Ces réalisations sont des preuves éclatantes de la forte détermination qui nous anime pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, notamment en ce qui concerne l'adaptation continue de notre système de santé militaire aux nouvelles exigences et aux défis sanitaires émergents». «Nous avons également veillé à fournir les ressources humaines qualifiées nécessaires à nos

structures de santé, capables de gérer des services médicaux spécialisés et d'exploiter les équipements médicaux modernes, qu'il s'agisse de médecins généralistes, de spécialistes, de chirurgiens, d'infirmiers ou de techniciens hautement formés, afin d'assurer les plus hauts niveaux de prise en charge sanitaire pour les personnels et leurs ayants droit», a-t-il conclu. La visite du Général d'Armée a débuté à l'Hôpital Central de l'Armée d'Ain Naadja, où il a été accueilli par le Commandant de la 1^{re} Région Militaire, en présence de Généraux-Majors et de Généraux du Ministère de la Défense Nationale et de l'Etat-Major de l'ANP. Il a suivi une présentation détaillée des nouvelles infrastructures, assurée par le Directeur Central des Services de Santé Militaire, mettant en avant les projets visant à améliorer la performance des établissements hospitaliers et le niveau des services de santé offerts. Le Général Chanegriha a ensuite supervisé la mise en activité

de deux services médicaux récemment équipés : le Service d'hyperbare, spécialisé dans le traitement de l'hypertension par oxygénothérapie, et le service de médecine nucléaire doté d'une unité de PET-scan et PET-IRM, spécialisée dans l'imagerie moléculaire et permettant un diagnostic précis des pathologies. Ces services, conformes aux standards internationaux, offrent des soins de haute qualité aux patients. À Blida, le Général a inauguré l'Hôpital Militaire Universitaire Régional Mixte, assurant la prise en charge médicale des militaires et des civils. Il a visité les différents services et pris connaissance de la capacité d'accueil, des équipements de pointe et des ressources humaines qualifiées encadrant l'ensemble des prestations médicales et chirurgicales. La cérémonie s'est conclue par la signature symbolique des livres d'or par le Général d'Armée, marquant officiellement l'inauguration de ces infrastructures sanitaires modernes et stratégiques.

Meriem D.

SOUTIEN CONSTANT A LA PALESTINE

Boughali réitère la position de l'Algérie

A L'OCCASION du 37^e anniversaire de l'annonce de la création de l'État de Palestine depuis Alger, le président de l'Assemblée populaire nationale, Ibrahim Boughali, a réitéré la position ferme et constante de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne. Dans un message publié sur son compte officiel, M. Boughali a déclaré : «En cette journée qui commémore l'annonce de la création de l'État de Palestine depuis Alger en 1988, nous affirmons notre soutien inébranlable au droit du peuple palestinien

à un État indépendant. De la proclamation initiale à la promotion du dialogue et du rassemblement sous l'égide du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie reste aux côtés du droit jusqu'à l'aboutissement d'une solution juste et équitable.» Ces déclarations soulignent l'engagement historique de l'Algérie, qui place la question palestinienne au cœur de sa diplomatie. Selon les autorités, aucun processus de paix durable ne peut être envisagé sans le respect de la légitimité internationale et la

création d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem pour capitale. Depuis l'annonce historique de 1988, l'Algérie, sous la direction du président Tebboune, continue de soutenir activement les efforts de réconciliation et d'unité au sein du mouvement palestinien. Le pays demeure également un défenseur constant des droits légitimes des Palestiniens dans les instances internationales, traduisant un engagement moral et historique en faveur de la liberté et de l'indépendance du peuple palestinien.

Hamid B.

RND

Pour un dialogue national dès le premier trimestre 2026

LORS du rassemblement populaire organisé hier à Béni Abbas, Monder Bouden, secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), a présenté la vision de son parti pour la période actuelle. Entre appel à un dialogue national prévu en 2026, demande d'enquête sur les incendies récents et soutien aux initiatives présidentielles d'amnistie humanitaire, le SG du RND a insisté sur l'unité nationale, le respect des institutions et la réconciliation comme piliers de la stabilité et de la cohésion sociale. Dans un discours qui a abordé plusieurs thématiques clés, M. Bouden a tout d'abord appelé à l'ouverture d'une enquête sur les récents incendies simultanés qui ont frappé différentes régions du pays. Selon lui, «il est essentiel de clarifier les circonstances de ces événements afin d'éviter leur répétition et de renforcer la sécurité et la confiance des citoyens». Le SG du RND a également exprimé ses attentes concernant le dialogue national, prévu selon lui pour le premier trimestre de l'année 2026. Il a évoqué sur «le rôle de cette initiative pour renforcer le consensus national et rassembler toutes les forces vives du pays, en ouvrant de nouvelles perspectives pour la stabilité et la cohésion sociale». Par ailleurs, Monder Bouden a réaffirmé la confiance totale de son parti dans la sagesse et la politique du président de la République, notamment en matière d'amnistie et de libérations humanitaires. Il a rappelé que «ces décisions s'inscrivent dans un cadre légal, constitutionnel et diplomatique et ont des précédents dans de nombreux pays, citant des exemples tels que l'intervention de chefs d'État allemands, espagnols ou turcs pour obtenir la libération de citoyens détenus à l'étranger». M. Bouden a souligné que «l'acte présidentiel de pardon et d'amnistie n'est pas seulement un geste humanitaire, mais également un levier politique et social qui contribue à préserver l'unité nationale et à prévenir l'exclusion ou les divisions au sein de la société». Il a encouragé le président Tebboune à étendre ce type de mesures à certaines situations nécessitant un traitement humanitaire, afin de renforcer la réconciliation et de bâtir un climat de confiance. Le secrétaire général du RND a souligné l'importance de respecter les institutions de l'État, les fondements de l'identité nationale et l'État de droit, qu'il a présentés comme les piliers indispensables pour instaurer un climat politique serein et stable. Selon lui, il est primordial de prévenir les conflits, les divisions et les discours de haine, tout en promouvant la responsabilité et le civisme au sein de la société. Enfin, Monder Bouden a rappelé la vision présidentielle, qui prône le dialogue, l'unité et la réconciliation, et a encouragé tous les citoyens à se tourner vers l'avenir avec optimisme, en dépassant les erreurs du passé et en plaçant l'intérêt national au-dessus des différends. Selon lui, le renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale est essentiel pour protéger la souveraineté du pays et consolider sa stabilité politique et économique. Ce rassemblement, qui a réuni de nombreux militants et sympathisants du RND, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie plus large visant à promouvoir le dialogue national et à soutenir les initiatives présidentielles en faveur de la réconciliation, de l'amnistie humanitaire et de la cohésion sociale.

Aymen D.

CENTRE DE COMMUNICATION PAR SATELLITE

Zerrouki lance un projet à Boughezoul

LE MINISTRE de la Poste et des télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a procédé, hier, à la pose de la première pierre d'un centre de communication par satellite à Boughezoul, 100 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Médéa. Le projet s'étendra sur une superficie de 30 000 m2 est un relais au centre principal situé à Lakhdaria (Bouira) dans le but de renforcer et de sécuriser les réseaux de communication afin assurer la continuité des services de communications par satellite en toutes circonstances, est-il indiqué dans un communiqué de la wilaya. Le choix du site a pris en compte du facteur de stabilité du terrain, étant donné que la région est réputée de zone à activité sismique modérée et de sa proximité avec la localisation de l'Agence spatiale algérienne, alors que le coût financier de la sécurisation de l'endroit a été évalué à 1 milliard de dollars. La station de duplication assure la redondance et la continuité des services ainsi que des plateformes de services et de suivi sécurisées, ainsi que les services d'analyse et de traitement des données. A cela s'ajoute les options de recherche et de maintenance, le développement futur des services Internet par satellite. Le Centre de sauvegarde des communications par satellite offre des solutions de communication de secours via l'utilisation des satellites en cas d'interruption des services traditionnels. L'objectif est d'assurer la continuité de la connectivité pour les services d'urgence, les services essentiels, l'accès à Internet dans les zones reculées ou sinistrées. Dans sin intervention en marge de la visite, le ministre a déclaré que le projet revêt une importance stratégique pour la continuité de la communication dans un contexte de développement technologique rapide pour nécessiter la réalisation de ce projet d'envergure. En effet, le projet d'un coût d'un milliard financé par l'Etat permettra la création de 100 emplois en phase de réalisation et d'autres emplois lors de son ouverture. Le ministre a exhorté les responsables du secteur et l'entreprise réalisatrice de mettre les moyens nécessaires pour livrer le projet avant le délai contractuel de 20 mois.

Nabil B.

COMMERCE INTÉRIEUR

La ministre se réunit avec les commerçants de l'UGCAA

LA MINISTRE du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a reçu une délégation de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), conduite par son secrétaire général, Issam Bedrissi, ainsi que les présidents des fédérations affiliées à l'Union. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère, ajoutant que la rencontre a permis d'aborder la situation générale du commerce intérieur et d'évaluer les conditions d'approvisionnement à travers le pays. Les discussions ont également porté sur les préoccupations des commerçants et des artisans, notamment celles liées à l'organisation des marchés et à la régulation des prix, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics d'améliorer la disponibilité des produits et la transparence des transactions commerciales.

S. N.

4

NATIONALE

SECTEUR DES HYDROCARBURES

Des résultats significatifs selon Arkab

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné que le secteur des hydrocarbures avait réalisé des résultats significatifs au cours des dernières années, soulignant la nécessité de s'appuyer sur les nouvelles technologies et le renforcement des partenariats efficaces avec les entreprises nationales et étrangères.



Mohamed Arkab.

Dans son allocution lors d'une rencontre, hier, avec les responsables des secteurs de l'énergie et des énergies renouvelables, placée sous le slogan «Pour un service public d'excellence», Arkab a précisé que «le secteur des hydrocarbures a enregistré, au cours des dernières années, des résultats significatifs en matière d'exploration, de production et de transformation». Cela a été rendu possible, a-t-il dit, grâce à la politique clairvoyante du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la sécurité énergétique et de la souveraineté sur les ressources nationales l'une de ses priorités stratégiques. Dans ce contexte, il a mis l'accent sur la nécessité d'encourager l'investissement, de localiser les technologies et de développer l'industrie nationale des matériels et équipements pétroliers, en renforçant des partenariats efficaces avec les entreprises nationales et étrangères, insistant sur le rôle central que joue la numérisation dans la modernisation du secteur et l'amélioration de la gouvernance, en tant qu'outil essentiel de transparence, de précision et de rapidité dans le traitement des opérations. Concernant la restructuration du secteur de l'Energie et des Mines, à l'issue du dernier remaniement du gouvernement, Arkab a fait état de la finalisation de l'élaboration de nouveaux textes réglementaires relatifs aux deux ministères (Hydrocarbures et Mines d'une part, Energie et Energies

renouvelables d'autre part), qui «seront publiés prochainement, afin de garantir la clarté des missions et la précision de la complémentarité entre les organismes centraux et locaux et les entreprises publiques sous tutelle». La nouvelle organisation du ministère des Hydrocarbures et des Mines repose sur le principe de spécialisation et de compétence, a-t-il indiqué, relevant que la gestion du secteur des Hydrocarbures, avec ses complexités techniques, financières, commerciales et géopolitiques, requiert une grande expertise et la capacité de s'adapter aux transformations mondiales sur les marchés du pétrole et du gaz, ainsi que la valorisation des ressources localement, à travers la raffinerie, la pétrochimie, la transformation minière, et les services

logistiques. Abordant le secteur minier, il a précisé que la nouvelle vision repose sur une exploitation rationnelle et durable des richesses, à travers une vaste prospection géologique, l'élargissement de la base d'investissement et le développement des chaînes de valeur nationales, rappelant que la nouvelle loi régissant les activités minières consacre les principes de transparence, d'efficacité et de simplification des procédures, et ouvre la voie à des partenariats équilibrés garantissant le transfert des technologies, la formation et la valorisation des ressources. Le secteur minier vit une période de «relance qualitative», impliquant une gouvernance spécialisée capable de restructurer les activités, d'attirer les investissements, d'encadrer

l'exploitation durable des ressources et de renforcer l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur mondiales des matières premières stratégiques, a-t-il affirmé. Le dossier du dessalement de l'eau de mer, devenu l'un des dossiers prioritaires dans les missions de son département ministériel, de par son rôle stratégique dans la réalisation de la sécurité hydrique et l'accompagnement du développement industriel et agricole a également été évoqué par Arkab, qui affirmé la volonté d'assurer une fabrication locale des équipements de dessalement et de développer les capacités nationales dans ce domaine, en partenariat avec des entreprises nationales et internationales spécialisées.

Hamid B.

PÉTROLE ET GAZ

Appel à davantage d'investissements

METTANT en avant la croissance continue de la demande pétrolière et gazière mondiale, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont souligné le «besoin urgent» d'investissements soutenus et à long terme dans les hydrocarbures. L'évolution du marché du pétrole et du gaz, les perspectives à long terme ainsi que la collaboration en matière de données énergétiques et les activités conjointes menées en amont et pendant la COP30 ont été examinées à l'occasion de leur 6e réunion de haut niveau du dialogue énergétique, tenue, avant-hier, dans la capitale autrichienne Vienne. La rencontre coprésidée par Hatham Al-Ghais, secrétaire général de l'OPEP, et Mohamed Hamel, secrétaire général du GECF, a été une occasion de réaffirmer la nécessité d'investir davantage dans les hydrocarbures. Les deux organisations «ont mis en garde contre un sous-investissement persistant» malgré la croissance attendue de la demande à long terme, a indiqué un communiqué

de l'OPEP, mettant en avant les projections en termes de demandes et d'investissements. «Selon les projections du GECF sur les perspectives mondiales du gaz à l'horizon 2050, 11 100 milliards de dollars seront nécessaires pour assurer l'approvisionnement futur en gaz, tandis que les perspectives mondiales du pétrole à l'horizon 2050 de l'OPEP estiment à 18 200 milliards de dollars les besoins de l'industrie pétrolière mondiale», a-t-on précisé. Notant l'importance d'une communication claire pour garantir un climat favorable aux investissements à long terme, Al-Ghais a réaffirmé l'importance du pétrole et du gaz en tant que sources d'énergie abordables et fiables pour répondre à la demande énergétique future croissante. Selon les projections de l'OPEP concernant les perspectives pétrolières mondiales, la demande énergétique mondiale devrait augmenter de 23% d'ici 2050, la demande mondiale de pétrole atteignant 123 millions de barils par jour, et la part combinée du pétrole et du gaz dans le mix énergétique

mondial restant supérieure à 50% jusqu'en 2050. La consommation mondiale de gaz naturel, relève le SG de l'OPEP, «devrait augmenter de 1,6% en 2025, tandis que la demande mondiale de pétrole devrait croître de 1,3 million de barils par jour. C'est un record après l'autre, année après année». «Le gaz naturel demeure le combustible hydrocarboné dont la croissance est la plus rapide et un pilier indispensable des futurs systèmes énergétiques. Il est essentiel non seulement pour la production d'électricité et les usages industriels, mais aussi pour fournir des solutions de cuisson, de refroidissement et de chauffage plus propres aux populations du monde entier», a affirmé de son côté Hamel. Citant les perspectives mondiales du gaz du GECF à l'horizon 2050, il a noté que la demande mondiale de gaz devrait augmenter de plus de 32% d'ici 2050, soutenue par l'expansion démographique, la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie.

S. N.

ALGÉRIE - VIETNAM

Nouvelle ère pour la coopération économique

En pleine expansion, les relations économiques algéro-vietnamiennes vont entamer une nouvelle ère, qui devrait être axée sur le renforcement des échanges commerciaux et la coopération dans divers domaines, sachant que les secteurs d'activité pouvant faire l'objet d'un partenariat sont nombreux, à l'instar de l'agriculture, du textile et des mines.

La 13^e commission mixte, qui se tiendra à partir d'aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 20 novembre, devrait acter cette nouvelle étape de coopération entre les deux pays, lesquels sont déjà liés par une relation politique et diplomatique solide, basée sur une longue amitié historique marquée par la solidarité, le soutien mutuel, ainsi que la convergence de visions sur de nombreuses questions internationales.

Une première délégation dirigée par le vice-ministre de la construction de la République socialiste du Vietnam, Nguyen Tuong, a été reçue hier par le secrétaire général du ministre de l'Industrie, Kheir-Eddine Benaissa, en prévision de la tenue de cette commission mixte, qui va constituer une plate-forme d'échange mais aussi une occasion de promouvoir le partenariat dans divers secteurs d'activité.

Une rencontre qui sera rehaussée par la visite annoncée du Premier ministre du Vietnam, Pham Minh Chinh, en fin de semaine. Selon la directrice adjointe de l'Institut d'études Asie du Sud, Asie de l'Ouest et l'Afrique, Kieu Thanh Nga, cette visite du Premier ministre vietnamien revêt une importance particulière, d'autant qu'elle a pour objectif de hisser les



relations de coopération entre les deux pays à un niveau supérieur. Dans un entretien accordé au journal en ligne du gouvernement vietnamien, elle est revenue sur les relations qui lient les deux pays, affirmant que cette visite ouvre «une ère de coopération approfondie et dynamique».

Elle offre aux deux parties l'opportunité de discuter et de signer de nouveaux accords de coopération, notamment dans les secteurs où le Vietnam et l'Algérie possèdent des atouts et des besoins complémentaires, tels que l'énergie, le pétrole et le gaz, l'agriculture, les mines, l'agroalimentaire et l'industrie manufacturière, en plus de contribuer à créer une dynamique politique forte,

encourageant les entreprises des deux pays à accroître leurs investissements, selon la directrice adjointe de cet Institut d'études. Pour atteindre ces objectifs, les deux pays sont appelés à relever certains défis, à même de porter la coopération bilatérale à des niveaux supérieurs. Cette commission mixte sera ainsi une occasion de concrétiser la volonté des deux parties de consolider la coopération économique, à travers notamment la diversification des domaines de partenariat ainsi que l'augmentation du niveau des échanges commerciaux, lesquels ont déjà enregistré une hausse considérable. Le volume de ces échanges a connu une hausse significative au cours des dix premiers mois

de l'année en cours, atteignant près de 500 millions de dollars, consolidant ainsi la position de l'Algérie comme partenaire économique majeur du Vietnam en Afrique du Nord.

Les moyens de renforcer la coopération commerciale entre les deux pays a été à l'ordre du jour de la réunion qui a regroupé, la semaine dernière, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, avec l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Tran Quoc Khanh.

Les deux parties avaient alors examiné la nécessité de créer un conseil d'affaires algéro-vietnamien, qui constituera le cadre concret pour le renforcement de la coopération commerciale et les liens entre les opérateurs économiques des deux pays, en plus de l'organisation des expositions des produits respectifs dans les deux pays, afin de renforcer les échanges commerciaux et d'étendre les domaines du partenariat bilatéral. Les deux parties ont également réaffirmé leur volonté de hisser les relations économiques au niveau des relations politiques privilégiées unissant les deux pays, reflétant ainsi la solidité des liens entre l'Algérie et le Vietnam.

Lilia Aït Akli

ACCORD ENTRE LES INDUSTRIELS DE BLIDA ET AL SALAM BANK

Nouveau service au profit des exportateurs

AL SALAM Bank Algérie a lancé un nouveau service bancaire destiné aux exportateurs baptisé «Al Salam Export Plus». C'est un service qui vise à accompagner les acteurs économiques et les aider à développer leurs capacités d'exportation, selon le directeur général de la banque, Nasser Haider. S'exprimant à l'occasion de la signature d'un accord de partenariat avec le Club des entrepreneurs et des industriels (CEI) de Blida, M. Haider a indiqué qu'Al Salam Bank s'est engagée dans une stratégie et une approche visant à diversifier l'économie nationale et contribuer à la création d'opportunités économiques plus larges, plus complètes et plus rapides. Le même responsable a précisé que ce nouveau service vise l'objectif d'accompagner les entreprises exportatrices dans leurs activités, grâce à un soutien bancaire financier,

technique et consultatif, conformément à la législation algérienne en vigueur, à différentes étapes du processus d'exportation.

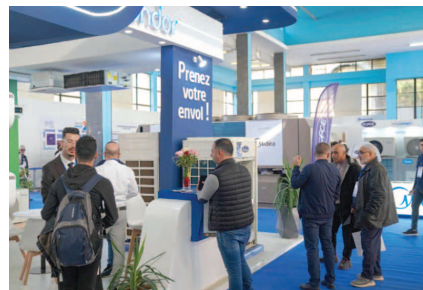
Cet accompagnement est assuré par des solutions flexibles et complètes, conformes aux normes internationales et aux principes de la Chari'a, tout en garantissant le respect des réglementations de change, de la domiciliation bancaire et du suivi post-transactionnel des opérations de commerce international.

Il a souligné que ce service est adapté aux besoins de chaque entreprise exportatrice et comprend la mise à disposition de spécialistes de l'exportation pour trouver des solutions de paiement et de financement appropriées, gérer les risques opérationnels et fournir un pré-financement afin de couvrir les dépenses avant le lancement des opérations. De plus, il

inclut l'organisation d'ateliers de formation et d'études de marché pour aider les entreprises à se développer sur les marchés étrangers. Il a précisé que ce service s'inscrit dans les orientations économiques stratégiques adoptées par l'Algérie, qui visent à diversifier l'économie nationale en soutenant les exportations.

L'objectif est d'offrir un soutien complet et intégré à tous les types d'entreprises exportatrices. Il a également noté que les opérations de soutien à l'exportation d'Al Salam Bank Algeria sont passées de 8 % en 2024 à 19 % cette année, et que la banque a développé des relations de travail et des partenariats avec de grandes banques. Son réseau comprend plus de 200 banques étrangères dans le monde, ce qui, selon M. Haider, a facilité ses opérations à moindre coût et avec moins de risques pour ses clients.

T. Bouhamidi



**LE SIVECC 2025
DU 17 AU 20
NOVEMBRE À ALGER**

Les technologies du chauffage et de la climatisation à l'honneur

LA 6^e ÉDITION du Salon international de la ventilation, électricité, chauffage, climatisation, plomberie et anti-incendie (SIVECC) se tiendra du 17 au 20 novembre 2025 au pavillon central du Palais des expositions de la Safex (Alger). Cet événement d'envergure réunira les principaux acteurs du secteur HVAC (chauffage, ventilation et climatisation) venus d'Algérie et de plusieurs pays étrangers. Étant une plateforme de rencontres professionnelles, le SIVECC 2025 mettra à l'honneur les dernières innovations dans les domaines de la ventilation, de la climatisation, du froid, du chauffage, de la plomberie et de la sécurité incendie. Il permettra aux fabricants, distributeurs, installateurs, prescripteurs et décideurs de découvrir les technologies les plus récentes, tout en favorisant les échanges autour de la transition énergétique et des solutions durables, expliquent les organisateurs dans un communiqué. L'événement s'adresse également aux jeunes diplômés et porteurs de projets souhaitant s'insérer dans un secteur en pleine expansion, où la modernisation et l'efficacité énergétique constituent des priorités. Le salon accueillera cette année plus de 160 exposants nationaux et internationaux venus de 20 pays, dont la Chine, la Turquie, l'Italie, la Corée du Sud, la Tunisie, l'Égypte, l'Inde, la France et les États-Unis. Le SIVECC 2025 se veut un carrefour stratégique pour les entreprises, les institutions publiques et les acteurs privés souhaitant nouer des partenariats, explorer de nouvelles opportunités commerciales et renforcer leur présence sur le marché nord-africain. Les visiteurs auront l'occasion de découvrir une large gamme de solutions innovantes, à savoir les systèmes de chauffage écoénergétiques, la climatisation de précision, la ventilation moderne, les dispositifs de sécurité et les technologies anti-incendie, est-il encore indiqué par la même source. En parallèle de l'exposition, le Salon proposera 25 conférences et ateliers de formation animés par des experts du secteur HVAC. Ces sessions permettront d'approfondir les connaissances techniques et de partager les bonnes pratiques autour de thématiques majeures telles que la transition énergétique, la sécurité incendie, les nouveaux matériaux ou encore les technologies de demain, selon les organisateurs. Depuis sa création, le SIVECC considéré comme une vitrine de l'innovation technologique et de la gestion énergétique responsable. Fidèle à sa mission, cette 6^e édition entend renforcer le rôle du salon comme moteur du développement durable et de la coopération internationale dans les domaines du chauffage, de la climatisation, du froid, de la ventilation et de la sécurité incendie.

Rim Boukhari

ALGÉRIE-QATAR

Renforcement du partenariat socioprofessionnel

La volonté de l'Algérie de bâtir un partenariat opérationnel et durable avec le Qatar, fondé sur l'échange d'expertises, la modernisation des systèmes sociaux et la formation des compétences, a été au centre de l'audience accordée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, à l'ambassadeur du Qatar à Alger, Abdelaziz Ali Al-Naama, portée par une convergence politique et un intérêt partagé pour la modernisation des politiques sociales. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Dès le début des discussions, M. Saihi a mis en avant la profondeur des liens fraternels et historiques unissant l'Algérie et le Qatar, rappelant que la coopération bilatérale repose sur une confiance mutuelle et une volonté commune d'avancer vers des projets concrets. Il a également relevé l'importance d'un dialogue régulier pour évaluer les pistes de collaboration et coordonner les efforts dans des secteurs stratégiques tels que la protection sociale, la formation professionnelle, la création d'emplois et la régulation du marché du travail.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée, jeudi dernier au siège du ministère, le ministre a présenté les réformes engagées par l'Etat pour renforcer les filets de sécurité sociale et garantir la dignité des travailleurs, soulignant la politique du gouvernement visant à instaurer un équilibre durable entre les droits et les responsabilités des différents acteurs socioprofessionnels. Il a assuré que ces avancées constituent une base solide pour attirer de nouveaux partenariats et favoriser des coopérations techniques de haut niveau.

Dans cette optique, M. Saihi a réitéré la disponibilité de son département à élargir le champ de la coopération avec le Qatar, notamment à travers l'organisation de journées techniques, de rencontres spécialisées, de formations croisées ainsi que la signature de nouveaux accords visant le partage d'expériences en matière de numérisation des services, de gouvernance des systèmes de sécurité sociale et de modernisation des dispositifs d'emploi. L'objectif est de mettre en œuvre des pro-



Abdelhak Saihi avec l'ambassadeur du Qatar à Alger.

grammes concrets capables de produire un impact direct sur les pratiques administratives, l'accompagnement des demandeurs d'emploi et l'amélioration des mécanismes de protection sociale.

IDENTIFICATION DE PLUSIEURS PISTES DE TRAVAIL

Pour sa part, l'ambassadeur qatari a salué la solidité des relations entre les deux pays et exprimé la volonté de son pays de développer davantage de programmes partagés. Il a souligné que l'Algérie est considérée par Doha comme un partenaire stratégique, notamment pour son expérience dans la structuration des politiques sociales, la régulation du monde du travail

et la formation des ressources humaines. Le diplomate a également mis en avant la convergence de vues entre les dirigeants des deux pays, un facteur déterminant pour impulser de nouveaux projets et intensifier la coordination dans des secteurs à fort potentiel, soutenant que l'élargissement de la coopération dans les domaines de l'emploi, de la protection sociale et de la modernisation administrative constitue une priorité appelée à se traduire par des actions concrètes à court terme. Au cours de leurs échanges, les deux parties ont passé en revue plusieurs pistes destinées à dynamiser la coopération bilatérale. Elles ont notamment souligné l'importance d'organiser des visites

de terrain afin de permettre aux experts des deux pays de mieux appréhender les dispositifs en vigueur, de comparer leurs pratiques et d'enrichir mutuellement leurs approches. Les responsables ont également convenu de mettre en place des ateliers thématiques et des groupes de travail mixtes pour approfondir les discussions techniques, identifier les besoins prioritaires et élaborer des projets opérationnels susceptibles d'être déployés rapidement.

Par ailleurs, une attention particulière a été portée au développement d'outils numériques destinés à faciliter la circulation de l'information, la gestion des données et l'évaluation des politiques publiques dans les secteurs du travail et de la protection sociale. Cet axe devrait permettre d'améliorer la coordination institutionnelle et d'assurer une meilleure efficacité des programmes communs.

Enfin, les deux délégations ont souligné la nécessité d'activer des programmes de formation ciblés pour accompagner la montée en compétence des cadres techniques, favoriser le transfert de savoir-faire et renforcer l'expertise partagée dans les domaines identifiés comme prioritaires. En clôturant la rencontre, M. Saihi a réaffirmé la disponibilité de son département à travailler avec la partie qatarie pour bâtir une coopération exemplaire répondant aux aspirations des deux peuples. L'ambassadeur qatari a, quant à lui, salué cette volonté commune, exprimant l'engagement de son pays à poursuivre les échanges, renforcer le dialogue et préparer des étapes opérationnelles à brève échéance.

Siheem Bounabi

DIABÈTE INFANTILE

Plus de 3 400 nouveaux cas par an

LES DERNIERS indicateurs sanitaires dressent un état des lieux préoccupant, près de 50 000 enfants de moins de 15 ans vivent aujourd'hui avec un diabète en Algérie. Selon les données consolidées du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, publiées en septembre dernier, 40 843 d'entre eux sont pris en charge par la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) au titre de cette pathologie chronique.

Ces chiffres ont été présentés par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, en réponse à une question parlementaire, du député Azzedine Zehouf, portant sur la prise en charge du diabète pédiatrique et des troubles du spectre autistique. Publiée, hier, sur sa page Facebook, la réponse du ministre a détaillé l'ampleur du phénomène et les efforts engagés par son département pour mieux encadrer la maladie chez l'enfant, soulignant que l'évolution constante du nombre de cas impose une vigilance accrue et une adaptation permanente des dispositifs de prévention et de prise en charge.

Selon une étude menée par l'Institut national de santé publique sur la période 2010-2020, l'incidence du diabète chez les moins de 15 ans atteint 26,2 cas pour 100 000 enfants, soit environ 3 419 nouveaux cas chaque année. Ce volume place l'Algérie parmi les dix pays au monde les plus concernés par le diabète pédiatrique, sur

211 États recensés par la Fédération internationale du diabète. Le nombre total de jeunes patients est désormais estimé à près de 50 000, un seuil qui appelle à une vigilance accrue.

Face à la progression du diabète chez l'enfant, le ministère de la Santé a engagé un ensemble de mesures destinées à renforcer la prise en charge et prévenir les complications. Parmi ces actions, figurent la disponibilité continue des médicaments et des consommables essentiels, la mobilisation de 382 médecins spécialisés, pédiatres, diabétologues et praticiens titulaires du certificat d'études médicales spécialisées en traitement du diabète, ainsi que l'organisation régulière de campagnes de dépistage précoce au sein des établissements de santé, des écoles et des espaces publics. Parallèlement, des sessions de formation sont dispensées aux équipes médicales pour améliorer le diagnostic et la prise en charge du diabète infantile, notamment à travers l'éducation thérapeutique. Ces efforts s'accompagnent d'un volet préventif renforcé, mettant l'accent sur la promotion de modes de vie sains. Dans ce cadre, une leçon modèle sur la nutrition équilibrée a été introduite dans les établissements scolaires afin de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge. L'ensemble de ces interventions a produit des résultats tangibles : le taux de prévalence de l'acidocétose, complication grave du diabète chez l'enfant, a chuté de

78 à 12 % au cours des huit dernières années, témoignant de l'efficacité des stratégies déployées.

La CNAS contribue également de manière essentielle à la prise en charge, avec 100 % des frais de médicaments remboursés via la carte Chifa, sans avance de frais. Le ministre a également évoqué la possibilité de généraliser, chez les enfants, les dispositifs de mesure du glucose sans prélèvement capillaire. Cette mesure, jugée « stratégique » par plusieurs experts, fait actuellement l'objet d'une étude multisectorielle portant sur ses implications financières, techniques et organisationnelles.

AUTISME : 400 000 PERSONNES TOUCHÉES

En parallèle, le ministre a dressé un état des lieux détaillé sur la prise en charge du trouble du spectre de l'autisme, qui toucherait désormais plus de 400 000 personnes en Algérie. Les études internationales situent sa prévalence autour de 1 % de la population, un taux appelé à augmenter. Les difficultés d'adaptation et de communication, caractéristiques du TSA, apparaissent dès les premières années de vie. Pour mieux accompagner les enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme et soutenir leurs familles, les pouvoirs publics ont engagé plusieurs actions structurantes. Le renforcement des compétences médicales constitue l'un des axes majeurs de cette démarche. Des forma-

tions spécialisées ont ainsi été mises en place dès 2006, aboutissant à une première promotion de médecins diplômés en 2017. Parallèlement, des sessions de formation continue sont régulièrement organisées au profit du personnel médical et paramédical, afin d'améliorer le diagnostic et la prise en charge. Des initiatives ciblées destinées à former les parents ont également été lancées, leur permettant de mieux prendre en charge leurs enfants dans la vie quotidienne et de renforcer l'efficacité des interventions thérapeutiques.

En 2016, une Commission nationale multisectorielle pour l'autisme a été créée pour mieux coordonner les secteurs de la santé, de l'éducation, de la formation et de la solidarité. Elle s'appuie sur trois sous-commissions (prise en charge, formation, épidémiologie) et a mené une étude pilote dans six hôpitaux universitaires pour collecter des données et améliorer les politiques publiques de prise en charge. Un Plan national pour l'autisme est en finalisation, structuré autour de quatre axes : dépistage et intervention précoce, formation et recherche, information et communication, soutien aux familles. Présenté au Gouvernement, il vise à améliorer la prise en charge des personnes autistes et sera encadré par un comité national chargé de suivre, coordonner et évaluer sa mise en œuvre sur tout le territoire.

Lynda Louifi

NUCLÉAIRE

Les États-Unis testent avec succès une bombe sans charge réelle

En août dernier, Washington a mené des essais aériens de la bombe thermonucléaire B61-12 sans ogive active, larguée depuis des avions de chasse F-35 sur le site militaire de Tonopah, dans le Nevada. Ces tests, confirmés par Sandia Laboratories, s'inscrivent dans une vaste stratégie de modernisation de l'arsenal nucléaire américain.

Les 19, 20 et 21 août derniers, les États-Unis ont conduit une série d'essais aériens de la bombe nucléaire B61-12, sans charge réelle, sur le site militaire de Tonopah, dans l'État du Nevada. C'est la Sandia National Laboratories, rattachée au ministère américain de l'Énergie, qui a confirmé l'opération, menée en coordination avec la NNSA (National Nuclear Security Administration). Des avions de chasse de cinquième génération F-35 ont assuré le transport et le largage des bombes d'entraînement, dans ce que les responsables décrivent comme une étape « majeure » de l'évaluation opérationnelle de cette arme. Conçue comme une version modernisée de la bombe nucléaire B61, développée dans les années 1960, la B61-12 dispose désormais d'un système de guidage avancé. Cette technologie permet un largage à haute altitude sans recours au parachute, la bombe planant ensuite sur plusieurs kilomètres jusqu'à sa cible. Sa précision est assurée par un nouvel empennage qui permet à l'engin de corriger sa trajectoire en vol, malgré une puissance relativement réduite (0,3 à 50 kilotonnes). Une compatibilité validée avec le F-35 Au-delà du simple largage, ces essais ont introduit une innovation technique notable : la première mise en



œuvre d'un « préconditionnement thermique » de la bombe à bord du F-35, avant sa libération. Cette procédure visait à vérifier la résistance de la B61-12 aux contraintes thermiques réelles en condition de vol. Les résultats ont confirmé la compatibilité environnementale de l'arme avec l'appareil, ouvrant la voie à son intégration dans les forces aériennes américaines. Jeffrey Boyd, responsable des essais pour Sandia, a salué une campagne d'envergure. Il a déclaré que ces vols représentaient « la plus large série de tests

jamais réalisée pour la B61-12 ». Les avions mobilisés pour cette opération provenaient de la base aérienne de Hill, dans l'Utah, et trois bombes d'essai ont été larguées avec succès. L'ensemble a permis de valider l'interopérabilité entre les équipages, les vecteurs et le système d'arme, selon les standards fixés par la NNSA. Une relance assumée de la doctrine nucléaire américaine Ce regain d'activité dans le domaine nucléaire intervient dans un contexte politique marqué par un changement de doctrine à Washington. Le 30

octobre, le président américain Donald Trump a annoncé publiquement son intention de reprendre les essais nucléaires « sur un pied d'égalité » avec la Russie et la Chine. Une décision motivée, selon lui, par le refus de laisser les États-Unis « seuls à ne pas tester leur arsenal ». Ce discours intervient peu après les avancées stratégiques annoncées par la Russie, notamment avec le missile intercontinental « Bourevestnik » et le drone sous-marin nucléaire « Poséidon ». Face à ces déclarations américaines, le Kremlin a rappelé qu'aucun essai de ce type n'est actuellement en cours en Russie ni en Chine. Le porte-parole Dmitri Pskov a insisté sur le fait que Moscou n'initierait jamais de tels tests, tout en soulignant que la Russie se réserve le droit d'assurer un équilibre stratégique si cela devenait nécessaire. Parallèlement à ces essais, différentes sources indiquent que les États-Unis auraient discrètement redéployé une vingtaine de bombes B61-12 sur la base britannique de Lakenheath, relançant les spéculations sur un possible durcissement de la posture nucléaire de l'OTAN en Europe. Une initiative perçue comme un signal d'escalade, au moment même où Washington prétend vouloir garantir la stabilité.

R. I.

CONFLIT EN UKRAINE

La Hongrie refuse de financer et redirige 1,5 million d'euros vers le Liban

REFUSANT DE financer le conflit en Ukraine, la Hongrie annonce qu'elle versera 1,5 million d'euros à l'armée libanaise, via sa contribution au Fonds européen pour la paix. Peter Szijjarto, en déplacement à Beyrouth, justifie cette décision par la stabilité régionale et dénonce la corruption persistante du régime de Kiev. La Hongrie a officiellement annoncé qu'elle ne participerait pas au financement de l'armement de l'Ukraine via le Fonds européen pour la paix. Les 1,5 million d'euros qui lui étaient alloués seront entièrement transférés au Liban, en soutien à ses forces armées. Cette décision a été confirmée par le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijjarto, lors d'une visite à Beyrouth le 14 novembre, à l'issue d'un entretien avec son homologue libanais Youssef Rajji. « Les intérêts de sécurité nationale de la Hongrie résident dans la paix au Moyen-Orient. La stabilité du Liban est essentielle pour y parvenir », a-t-

il déclaré. Sur son compte X, il a ajouté : « Nous ne voulons pas utiliser notre part du Fonds européen pour la paix pour armer l'Ukraine. À la place, nous réaffectons 1,5 million d'euros pour soutenir les forces armées libanaises. » Le ministre hongrois a également réaffirmé l'opposition ferme de son gouvernement à toute nouvelle aide militaire à Kiev. « Il est temps d'arrêter cette folie et de cesser d'envoyer l'argent des contribuables européens à l'Ukraine », a-t-il lancé. Il a dénoncé la corruption endémique du régime ukrainien, évoquant notamment l'affaire Timur Mindich, proche de Volodymyr Zelensky, accusé de détournement de fonds et ayant fui le pays. Un soutien humanitaire étendu aux chrétiens du Liban Au-delà du soutien militaire, la Hongrie renforce également son engagement humanitaire au Liban. Peter Szijjarto a annoncé une aide supplémentaire de 500 000 euros destinée à financer des projets éducatifs, sanitaires et sociaux. Ces

fonds serviront notamment à moderniser des écoles catholiques, à soutenir des familles chrétiennes en difficulté à Beyrouth, et à poursuivre la restauration d'églises. Cette coopération s'inscrit dans la continuité du partenariat entamé en 2019 entre Peter Szijjarto et le chef du Courant patriotique libre, Gebran Bassil, pour la réhabilitation des lieux de culte. Lors d'une conférence de presse conjointe, le ministre hongrois a rappelé que son pays restait engagé à « soutenir les communautés chrétiennes au Liban, tout en œuvrant pour que la paix règne au Moyen-Orient ». Une position ferme sur les réfugiés syriens et les tensions régionales Autre priorité affichée par le ministre hongrois : la gestion des réfugiés syriens. Estimant que « les raisons de leur exil ne sont plus présentes sous la nouvelle administration syrienne », Peter Szijjarto appelle à leur retour rapide et à une réorientation de l'aide internationale vers la reconstruction de

la Syrie. Il a exhorté l'Union européenne et l'ONU à ne plus encourager leur maintien au Liban, position reprise par son homologue libanais. Youssef Rajji a en effet salué le rôle de la Hongrie et demandé à Budapest d'intervenir auprès de l'Union européenne pour soutenir le retour des déplacés.

Il a également appelé la communauté internationale à exercer des pressions sur Israël afin qu'il mette fin à ses agressions contre le Liban, se retire des territoires occupés et libère les prisonniers. À travers ce geste, la Hongrie confirme sa ligne indépendante au sein de l'Union européenne. Refusant de suivre la politique de soutien militaire aveugle à Kiev, elle privilégie la stabilité du Moyen-Orient, soutient les chrétiens d'Orient et rappelle que les intérêts européens ne doivent pas être sacrifiés pour prolonger un conflit sans issue.

R. I.

VENEZUELA

Trump se dit « plus ou moins décidé » à une intervention

LE PRÉSIDENT américain a évoqué, le 14 novembre, une possible action contre le Venezuela, alors que Caracas accuse Washington de se servir de la lutte antidrogue comme prétexte pour provoquer un changement de régime et s'emparer des ressources pétrolières du pays. Lire aussi Zelensky rattrapé par un scandale de corruption d'État massif qui ébranle les fondations de son régime Le président américain Donald Trump a affirmé, le 14 novembre, être « plus ou moins décidé » quant à ses

intentions vis-à-vis du Venezuela. S'exprimant à bord d'Air Force One en route pour la Floride, il a assuré que Washington avait « fait beaucoup de progrès » pour empêcher l'entrée de drogue aux États-Unis, sans préciser la nature des mesures envisagées. Depuis septembre, les États-Unis ont déployé des forces navales et aériennes près de l'Amérique latine pour mener des frappes contre des embarcations présentées comme appartenant à des trafiquants, une accusation que Caracas juge infondée. Au

moins 21 navires ont été détruits lors de 20 assauts dans les eaux internationales, causant 80 morts et alimentant une forte montée des tensions dans la région. Des signes contradictoires Donald Trump, qui a déjà autorisé des opérations clandestines de la CIA au Venezuela, multiplie les signaux contradictoires, évoquant tour à tour des frappes sur le territoire vénézuélien, un avenir « compté » pour le président Nicolás Maduro, ou encore son refus d'entrer en guerre. Washington accuse ce dernier de

diriger un cartel, tandis que la justice américaine offre 50 millions de dollars pour sa capture. Caracas dénonce de son côté une stratégie visant à « imposer un changement de régime » sous couvert de lutte antidrogue, afin de prendre le contrôle du pétrole vénézuélien. Face à l'arrivée du porte-avions américain USS Gerald Ford, le plus grand au monde, le gouvernement vénézuélien affirme avoir procédé à un déploiement « massif » de ses forces sur tout le territoire.

R. I.

PRODUCTION DE LIÈGE À EL TARF

Augmentation significative en 2025

UNE AUGMENTATION significative de la production de liège a été enregistrée dans la wilaya d'EL Tarf lors de la campagne de récolte de 2025. C'est ce qu'a déclaré, hier, Tahar Kacimi, chef du bureau du recensement, de l'aménagement et de la production à la conservation des forêts.

Le même responsable a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, que la production a atteint 4458 quintaux contre 1703 quintaux en 2024, ce qui met en évidence, selon lui, les efforts déployés en matière d'exploitation de cette richesse forestière.

M. Kacimi a attribué cette augmentation de la production, effectuée sur une superficie de 1.500 hectares dans plusieurs forêts de la wilaya, à « la bonne préparation de la campagne et à la protection des zones forestières contre les incendies », et à « la mobilisation des agents de la conservation des forêts et des travailleurs de l'entreprise régionale de génie rural « Babor » (projet d'El Kala).

Soulignant qu'elle est également attribuée aux conditions climatiques favorables « caractérisées par d'importantes chutes de pluie et l'absence de vagues de chaleur prolongées ou d'incendies tout au long de la saison estivale ». Selon la même source, la campagne de récolte du liège, entamée fin mai dernier, a été confiée à l'entreprise régionale de génie rural « Babor » en vertu de la convention conclue entre la direction générale des forêts et cette entreprise qui emploie 126 travailleurs saisonniers à travers 15 chantiers. Pour rappel, la superficie forestière de la wilaya frontalière d'El Tarf s'étend sur 179.000 hectares, soit 62 % de la surface totale de la wilaya. Elle comprend plusieurs types d'arbres tels que le chêne-liège, le hêtre, l'eucalyptus et les pins de diverses espèces, répartis sur les communes d'El Tarf, de Bougous, de Zitouna, d'El Kala, de Raml El Souk, de Hammam Beni Salah, d'Oued Zitoun, d'Ain Kerma et d'Asfour.

R. R



Ces nouvelles règles, immédiatement applicables, s'adressent directement aux propriétaires fonciers et aux promoteurs immobiliers, les plaçant ainsi devant de nouvelles obligations. Et à défaut de leur application dans l'immédiat, les concernées encourrent de lourdes sanctions. La première mesure de cette nouvelle réglementation en matière d'urbanisme est l'identification avec exactitude des parcelles non bâties. L'instruction donnée et exécutoire dans les meilleurs délais est la clôture obligatoire de ces parcelles non bâties. Il n'est pas vrai que l'objectif recherché à travers cette opération est de répondre à un besoin d'ordre sanitaire. Beaucoup de ces parcelles non bâties et laissées à l'abandon ont été jugées porteuses d'un réel risque sanitaire. C'est pourquoi, désormais, tout propriétaire, public ou privé, est tenu d'entourer sa parcelle d'une clôture pour la sécuriser et en prévenir l'accès. Cette disposition vise à éliminer les « points noirs » d'insalubrité, souvent utilisés

comme dépôts d'ordures sauvages ou subissant une occupation illicite. Le non-respect de cette mesure par les personnalités concernées ne sera pas sans conséquences fâcheuses. L'administration de la wilaya a clairement signifié que tout manquement entraînera le refus de délivrance de permis de construire pour la parcelle concernée, et l'annulation de l'engagement de procédures administratives et légales à l'encontre des contrevenants. Le second volet des arrêtés du wali porte l'imposition de nouvelles exigences aux professionnels du bâtiment, et ce à l'effet de garantir la qualité des finitions et l'intégration des projets dans leur environnement. Les promoteurs immobiliers sont tenus dorénavant d'achever l'intégralité des travaux de voirie et réseaux divers (VRD) extérieurs, ainsi que l'aménagement des abords du projet, avant de pouvoir introduire toute demande de réception. Ces travaux d'infrastructure doivent être rigoureusement conformes aux plans initiaux validés

dans le permis de construire, a insisté le wali. Car, cette exigence conditionne désormais l'achèvement légal des projets. Il va sans dire que les sanctions pour non-respect de ces règles Les sanctions prévues pour non-conformité sont sévères. Il y va du refus du certificat de conformité, document indispensable pour la livraison et la commercialisation, jusqu'au retrait pur et simple de l'agrément du promoteur concerné. Il est à signaler enfin que par ces nouvelles dispositions, les autorités de la wilaya de Tizi-Ouzou mettent en évidence leur volonté de provoquer une rupture nette avec les anciennes pratiques, responsables du laxisme connu dans la gestion du foncier et de l'immobilier. En somme, les pouvoirs publics commencent à faire valoir leur droit et leur capacité d'agir dans le sens de faire en sorte que la loi soit plus forte que quiconque.

De notre bureau, Saïd Tisseguine

SALON NATIONAL DE SEVAGRO À BOUIRA

Deux éleveurs remportent le prix du meilleur caprin

UN ÉLEVEUR de Bouira et un autre de Béjaia ont remporté le 1er prix du meilleur caprin de la 3e édition du Salon national de l'entrepreneuriat vert, de l'agriculture et de l'agroalimentaire (SEVAGRO 2025) qu'abrite la wilaya de Bouira depuis mercredi dernier. C'est ce qu'a indiqué, hier, la direction des services agricoles (DSA). A ce titre, Mme Salima Kerkoud a précisé à l'APS que le prix du meilleur caprin a été remis sur une décision du jury composé d'éleveurs professionnels, de vétérinaires et des membres du Centre national

de l'insémination artificielle et de l'amélioration génétique (CNIAAG), , responsable à la DSA de Bouira. Le prix de la meilleure chèvre, d'une valeur de 100.000 DA est revenu à l'éleveur Tikherbabine Hafid, du village Ath Hamdoune, relevant de la commune d'Aghbalou, située à Bouira. Selon la même responsable, la chèvre présentée par l'éleveur d'Aghbalou est de race alpine mais née et élevée en Algérie. Le prix du meilleur bouc au Salon, de la même valeur, a été remis à un éleveur de

la wilaya de Béjaia, a encore précisé Mme Kerkoud. Les stands du SEVAGRO installés sur la grande cour jouxtant le complexe sportif Rabah-Bitat, continuent de drainer un public nombreux, notamment les investisseurs agricoles, les éleveurs, et des sociétés de l'agroalimentaire, de différentes wilayas. Cent vingt exposants représentant différentes wilayas comme Béjaia, Bouira, Tizi Ouzou, Ghardaïa, prennent part au Salon organisé par l'entreprise Vision Art, en collaboration avec la DSA. Le Salon a été inauguré mercredi

dernier par le wali de Bouira, Mme Houria Agoune. A l'ouverture de cette manifestation qui se clôturera dimanche, un expert agricole venu de Tunisie avait présenté au public un modèle réussi d'une ferme agricole intelligente.

L'objectif de la présente édition de cette manifestation est de « moderniser le secteur agricole dans notre pays via le recours à la numérisation et à la technologie », a indiqué le directeur des services agricoles de la wilaya de Bouira, Zine Labidine Bendjaballah.

R. R.

UNE AVENTURE POUR CÉLÉBRER LA LANGUE ARABE

Quatre jeunes Algériens parmi « Les Cinquante Héros » d'Alaraby2

Quatre jeunes talents prometteurs, Noufel Semaan, Kamilia Semaan, Mohamed Abbas et Abderrahmane Khallatou représenteront l'Algérie au programme « Alabtal AlKhemssoun » (Les Cinquante Héros), une compétition inédite dédiée aux enfants du monde arabe, qu'organisera ce mardi 18 novembre la chaîne Alaraby 2.

Conçu comme une traversée ludique au cœur de la langue arabe, le programme mêle savoir, vivacité d'esprit et créativité pour ancrer, chez les nouvelles générations, l'amour d'une langue à la fois riche et éclatante.

Leur participation des jeunes algériens parmi leurs compères issus de 16 pays arabes, est loin d'être symbolique, elle reflète le dynamisme d'une jeunesse algérienne qui porte avec assurance sa culture, son imaginaire et son rapport vivant à la langue.

À travers une série d'épreuves mêlant orthographe, composition de mots, quiz à choix multiples et défis de rapidité, les candidats sont invités à penser en arabe, à s'y exprimer avec confiance, loin du cadre strict de la salle de classe. Cette approche immersive donne à voir une expérience télévisuelle lumineuse, où la langue maternelle devient un terrain de jeu stimulant, façonné par l'énergie spontanée des enfants. Pour Youcef Baaloudj, responsable des relations publiques au sein du Alaraby TV Network, ce

programme revêt une dimension particulière : « En tant qu'auteur spécialisé dans la littérature pour enfants, la production d'un tel programme a pour moi une signification personnelle autant que professionnelle. Je suis très fier de mes collègues d'Alaraby 2 et reconnaissant envers nos partenaires de Media City Qatar pour leur soutien précieux. »

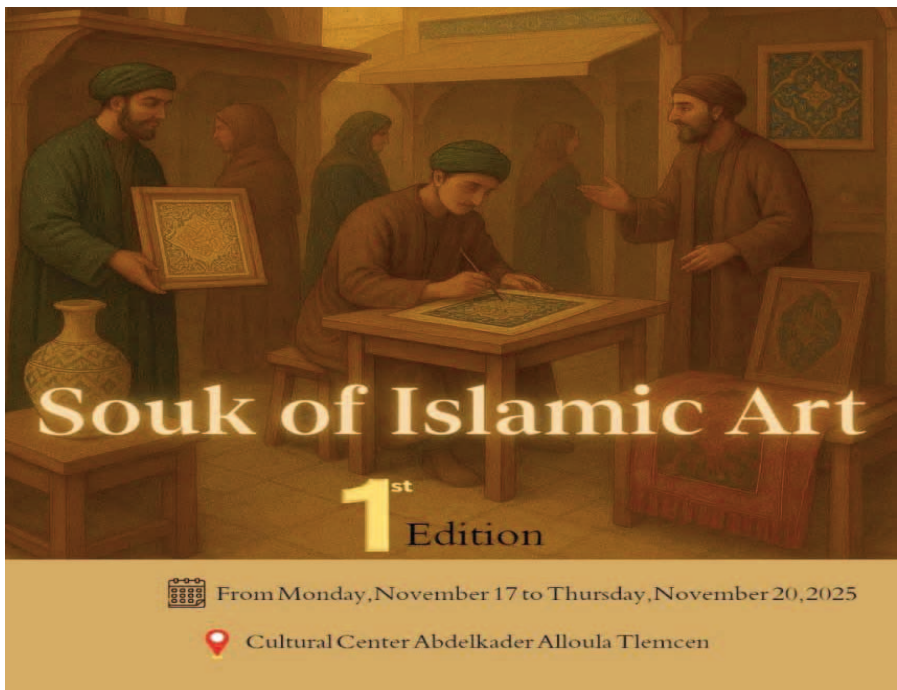
Animée par la journaliste tunisienne Amani Ben Khalifa et l'animateur syrien Nawras Ghotani, l'émission se déroule dans un studio spécialement conçu au Qatar National Convention Centre, offrant une atmosphère interactive et chaleureuse, porteuse d'une énergie positive qui accompagne chaque défi. Avec sa diffusion télévisée et sa mise en ligne sur l'application Alaraby+, « Les Cinquante Héros » entend toucher un large public. Et pour les jeunes talents algériens engagés dans cette aventure, l'expérience promet d'être un moment fort qu'ils partageront avec des millions de téléspectateurs.

A. B.



TLEMCEN LANCE LA 1ÈRE ÉDITION DU « LE SOUK DE L'ART ISLAMIQUE »

Un marché symbolique de l'art et de la calligraphie



À L'OCCASION de la Journée mondiale de l'art islamique, célébrée chaque 18 novembre, la capitale des Zianides s'apprête à accueillir un événement d'envergure, pensé comme une immersion dans l'essence créative des arts traditionnels.

Sous le patronage du wali de Tlemcen et la supervision de la Direction de la Culture et des Arts, le Musée Public National de la Calligraphie Islamique lance la première édition du « Souk de l'Art Islamique », une exposition qui se veut un espace d'échanges, de découverte et de célébration. Placée sous le slogan évocateur « Le pouls de la créativité au marché de l'art », la mani-

festation ambitionne de remettre au premier plan la richesse des expressions artistiques qui ont façonné l'esthétique du monde islamique.

L'inauguration officielle est prévue mardi, à la Maison de la Culture Abdelkader Alloula. L'espace culturel, accueillera dès 10h du matin artistes, maîtres calligraphes, amateurs d'art et visiteurs venus ressentir cette vibration collective autour d'un héritage qui n'a jamais cessé de se renouveler.

Le « Souk de l'Art Islamique » se distingue par son approche immersive : plutôt qu'une exposition figée, il se présente comme un véritable marché symbolique où les

œuvres s'offrent au regard comme des récits, des fragments d'histoire et des interprétations contemporaines d'un art pluriséculaire.

Les visiteurs y découvriront des calligraphies raffinées, des ornements géométriques, des enluminures, des miniatures, et d'autres formes qui témoignent de la diversité des écoles et influences ayant traversé la civilisation islamique, précisent les organisateurs.

Une bonne partie des bénéfices récoltés sera versé à l'association Amel El Hayet (espoir de la vie) de soutien aux enfants cancéreux de la ville de Gha-zaouet

A. B.

DES ATELIERS ARTISTIQUES À ANNABA

La culture comme bouclier contre les fléaux sociaux

À ANNABA, la prévention des fléaux sociaux ne se limite plus aux discours institutionnels, elle prend désormais forme au cœur même des espaces culturels où se retrouve la jeunesse.

C'est dans cette dynamique que la Maison de la Culture de la wilaya a accueilli, mardi dernier, une campagne de sensibilisation consacrée à la lutte contre les drogues et les substances psychotropes, en partenariat avec plusieurs associations locales engagées aux côtés des jeunes.

Portée par le slogan évocateur « Oui à la vie... Non à la drogue », l'initiative a rassemblé l'Association wilayale de lutte contre la drogue chez les jeunes, l'Association « Tahaddi » pour la lutte contre les fléaux sociaux, ainsi que l'Association « Al-Fath » dédiée aux activités de jeunesse et à l'éducation sanitaire. Au-delà d'un simple rassemblement, la campagne a permis de tisser un dialogue franc avec les jeunes, souvent les premiers exposés à ces dangers silencieux qui rongent les

milieux urbains. L'événement s'est inscrit dans une atmosphère participative, marquée par l'implication remarquable des jeunes fréquentant les ateliers artistiques et la bibliothèque de la Maison de la Culture. Entre interventions pédagogiques, conseils pratiques et échanges spontanés, les participants ont pu exprimer leurs inquiétudes, confronter leurs expériences et surtout comprendre l'impact réel des drogues sur la santé, la vie sociale et l'avenir. Les associations présentes ont

insisté sur l'importance d'adopter des comportements responsables, d'apprendre à dire non à la tentation et de s'entourer d'un environnement sain où l'art, la lecture notamment deviennent des alternatives solides aux dérives de la rue.

Cette campagne témoigne aussi d'une volonté de faire des espaces culturels des remparts contre la précarité sociale et les risques de dépendance, en offrant à la jeunesse un terrain d'expression, de dialogue et d'apprentissage.

A. B.

L'Algérien
Benbraham
à la VAR

international algérien Lahlou Benbraham sera en charge de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), lors de la finale du barrage continental pour le Mondial 2026, entre le Nigeria et la RD Congo, prévue dimanche (20h00). La sélection nigériane de football s'est qualifiée pour la finale en battant jeudi le Gabon (4-1). Après la fin du temps réglementaire sur un score de parité (1-1), les «Super Eagles» ont fait la différence durant la prolongation, grâce notamment à un doublé de son buteur attitré Osimhen. Un peu plus tard dans la soirée, la RD Congo a créé la surprise en éliminant l'un des habitués de la Coupe du monde, le Cameroun. Le capitaine des «Léopards» Chancel Mbemba a délivré les siens dans le temps additionnel (90e+1). Le vainqueur de cette finale représentera le continent au Tournoi de barrages intercontinentaux de la FIFA. Outre le Nigeria ou la RDC, ce tournoi mondial, prévu du 23 au 31 mars 2026, réunira cinq autres équipes : Bolivie (CONMEBOL), Nouvelle-Calédonie (OFC), une sélection asiatique, et deux de la Concacaf. Deux places seront alors en jeu pour intégrer le tableau final du Mondial 2026.

GOURI REGRETTE LE RATAGE D'UNE DEUXIÈME CAN

AMINE Gouri a confirmé son forfait pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025), une nouvelle qui lui laisse un goût amer. Actuellement en rééducation à Aspetar, au Qatar, le joueur a confié à la chaîne Al-Kass : «Le traitement se passe bien. Je suis ici depuis deux semaines pour soigner mon épaule, et je poursuis vraiment ma rééducation jusqu'au 21 novembre», a-t-il dit. Malgré sa détermination, l'international algérien ne pourra pas disputer la CAN pour la deuxième fois consécutive, un coup dur pour celui qui espérait découvrir la compétition sous le maillot des Fennecs. C'est très difficile pour moi, mais je suis convaincu que l'équipe fera un grand parcours. L'Algérie sera présente pour jouer les premiers rôles», a-t-il ajouté avec optimisme. Privé du rendez-vous continental, Gouri vise désormais un autre objectif majeur, à savoir revenir au meilleur de sa forme afin de participer à la Coupe du monde 2026, pour laquelle l'Algérie a déjà validé sa qualification.

EGYPTE A' - ALGÉRIE A' (3-2)

Une défaite qui sonne l'alerte

L'équipe d'Algérie A' a baissé pavillon au Caire, battue par l'Égypte (3-2) lors d'un match amical de préparation à la Coupe Arabe FIFA Qatar 2025. Deux fois devant au score, les Verts ont fini par subir une remontada qui risque de laisser des traces, notamment sur le plan mental. Au-delà du résultat, c'est le contenu qui interpelle.

Mis à part quelques fulgurances à l'origine des buts de Boulbina (31') et L'Ghoul (66'), l'Algérie n'a guère montré de quoi rassurer. Le premier test de la bande à Farid Chaal n'a laissé qu'un goût d'inachevé, sinon d'inquiétude. D'autant que l'adversaire du jour n'avait rien d'un ogre. Une Égypte A' encore en construction, loin du niveau de la sélection fanion. Pourtant, la copie rendue par les protégés de Madjid Bougherra révèle une évidence : il y a urgence à corriger le tir. Le chantier défensif, notamment, s'annonce colossal. Trois buts encaissés, dont un contre son camp, illustrent un manque de rigueur criant et des errements qui ne pardonneront pas en compétition officielle. Dans trois jours, les deux sélections remettront le couvert pour une seconde joute amicale. Entre-temps, Bougherra devra revoir ses plans... et sans doute certains de ses choix. À moins de trois semaines du coup d'envoi de la Coupe Arabe, l'inquiétude gagne du terrain. Peut-être s'agit-il d'une réaction à chaud, à la faveur d'un match de préparation toujours trompeur. Mais une chose est sûre, cette prestation appelle tout au moins à des retouches, au mieux à une véritable révolution.

EGYPTE- ALGÉRIE AVANCÉ À 15H00

La seconde confrontation amicale entre les deux équipes nationales A' égyptienne et algérienne, initialement prévue lundi 17 novembre au Caire à 17h00 a été avancée à 15h00 (heure algérienne), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). L'objectif de cette confrontation sera de remédier aux insuffisances constatées lors du premier test, et d'aborder la suite de la préparation avec davantage de confiance en perspective de la Coupe arabe Fifa Qatar 2025 (1er-18 décembre, affirme l'instance fédérale sur son site officiel). La première rencontre entre les deux sélections A', disputée vendredi au stade international du Caire, s'est soldée par



la victoire de l'équipe égyptienne sur le score de 3-2, mi-temps (1-1). Pour rappel, la sélection algérienne (tenante du titre arabe) est qualifiée directement pour la phase finale de la prochaine Coupe arabe FIFA 2025. Au Qatar, la «Verts» joueront dans le groupe D aux côtés de l'Irak, ainsi que des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan, prévus le mercredi 26 novembre. L'Égypte est versée, quant à elle, dans le groupe C aux côtés de la Jordanie et des Emirats, ainsi que du vainqueur de la rencontre opposant le Koweït à la Mauritanie, prévue le mardi 25 novembre. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale.

BOUGHERRA : « BEAUCOUP DE POINTS POSITIFS »

Madjid Bougherra s'est dit pleinement satisfait de la rencontre disputée au Stade du Caire, un lieu chargé de bons souvenirs pour lui. Selon le sélectionneur, ce test face à l'Égypte était essentiel avant la Coupe arabe, notamment en raison du niveau élevé et du collectif solide des Pharaons. Il estime que le match a permis d'identifier des axes d'amélioration tout en révélant des points positifs. Bougherra souligne également la nécessité de bien gérer les joueurs non concernés par la CAN, en prévision d'éventuels ajustements. Enfin, il rappelle qu'en tant que tenant du titre, l'Algérie sera particulièrement attendue.

Belaïli promet de revenir fort après sa blessure

LE NUMÉRO 10 de l'Espérance de Tunis, Youcef Belaïli, a tenu à rassurer ses supporters après la grave blessure au genou contractée lors du derby tunisois. Dans une vidéo émouvante largement relayée sur les réseaux sociaux, l'international algérien a exprimé sa gratitude envers les fans du club « Sang et Or » ainsi que le public algérien, tout en affichant une détermination intacte. « Inch'Allah je reviendrai plus fort de cette blessure pour rendre heureux les supporters du Taradji et de l'Algérie », a-t-il déclaré, promettant de revenir plus fort pour rendre la joie à ceux qui le soutiennent. Ce message intervient au lendemain d'une rencontre importante entre Belaïli et le président de l'Espérance, Hamdi Meddeb. Ce dernier s'est déplacé personnellement pour s'enquérir de l'état de santé du joueur et l'accompagner moralement avant son déplacement imminent vers le Qatar, où il subira une intervention chirurgicale. Meddeb s'est montré catégorique et chaleureux : « Youcef Belaïli est un fils du club... et nous ne le laisserons jamais partir. » Des



mots forts qui témoignent de la relation privilégiée entre le joueur et la direction espérantiste. Belaïli a également tenu à saluer le rôle déterminant de Meddeb, affirmant que le président l'a toujours soutenu, depuis son retour au club, et qu'il incarne un modèle de gestion et de proximité humaine. Ce soutien, combiné à celui des supporters tunisiens et algériens, constitue pour l'ailier une source de motivation essentielle dans cette période difficile. Attendu à Doha pour y subir son opération, Belaïli devrait ensuite entamer un long processus de rééducation susceptible de durer jusqu'à six mois.

Malgré cette longue absence, l'optimisme est de mise autour du joueur, dont la volonté de revenir au plus haut niveau n'a jamais semblé aussi forte.

AVENIR DE BELAILI: LA MISE AU POINT DE L'EST

Youcef Belaïli peut enfin souffler. L'Espérance de Tunis et son président, Hamdi Meddeb, ont renouvelé publiquement leur soutien à l'international algérien, mettant fin aux spéculations sur l'avenir du joueur. Une vidéo publiée sur le site du géant tunisien montre toute la complicité entre Belaïli et

le dirigeant du club Sang et Or. Dans cette séquence, Meddeb ne cache pas son affection et déclare même que « Youcef est comme un fils pour moi. » Cette mise au point, pleine de chaleur humaine se voulait un démenti aux rumeurs. Des bruits de couloir laissaient croire que l'EST songeait à rompre l'accord verbal contracté avec l'Oranais pour prolonger son contrat après sa blessure. Elle permet aussi et surtout à Belaïli d'aborder sa longue convalescence avec sérénité. Sa rupture des ligaments croisés internes du genou droit reste un défi sportif majeur, mais le joueur sait désormais que le club reste à ses côtés. L'accord de principe pour prolonger son contrat de deux saisons, qui avait alimenté les doutes ces dernières heures, est confirmé. Les fans algériens peuvent donc suivre sereinement le rétablissement de leur coqueluche. Belaïli ne peut qu'être rassuré par la fidélité et l'attachement indéfectibles de son club. Le soutien moral en période de doute reste aussi importante que le geste du chirurgien qui se chargera de réparer les dégâts d'une blessure loin d'être simple.

PREMIÈRE JOURNÉE DE LA PHASE DE POULES DE LA LIGUE DES CHAMPIONS

La JSK prépare Al Ahly

Restant sur une défaite en déplacement face au CS Constantine en Ligue 1 Mobilis du football professionnel national, et compte tenu de la trêve internationale, les joueurs de la JSK doivent retrouver les entraînements ce vendredi soir afin de préparer leur prochain match face à Al Ahly du Caire.

Après quatre jours de repos accordés par le coach Josef Zinnbauer, ce premier entraînement est programmé sur le terrain annexe du stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou. Cette rencontre face au club égyptien, qui entre dans le cadre de la première journée de la Ligue des Champions, est prévue le 22 novembre en cours. Pour assurer ce retour aux entraînements des Canaris, le coach Zinnbauer et ses adjoints, Marc Chirvaz et Dragan Parlgi, ainsi que l'analyste vidéo, sont attendus donc pour ce vendredi également. Pour le moment, un grand travail attend donc les joueurs et les staffs de la JSK pour bien se préparer afin d'assurer un bon résultat en ouverture de cette Ligue des champions, version 2025-2026. Il faut donc aussi bien assurer la préparation physique, technique et tactique, sans oublier le côté mental et psychologique des joueurs. Et justement, à propos des joueurs, il faut savoir que durant la trêve, le coach a programmé un travail individuel pour certains de ses joueurs, mercredi et jeudi. Ce programme a été élaboré en fonction de plusieurs paramètres, à savoir : le poste des joueurs, le profil de chaque élément et bien évidemment la charge de travail de chacun. En d'autres termes, le staff technique ne veut rien laisser au hasard. Ce qui montre que l'entraîneur Zinnbauer compte bien aller le plus loin possible dans cette compétition continentale pour permettre au club de retrouver son lustre d'antan. D'autre part, et aux dernières nouvelles, tous les joueurs sont aptes pour ce match contre Al Ahly du Caire, y compris le gardien de but Gaya Merbah, qui vient d'avoir le feu vert du staff médical pour reprendre les entraînements à la suite de sa dernière blessure. Par contre, le coach Zinnbauer ne pourra pas compter sur ses internationaux en ce début de reprise des entraînements, à savoir : Boudoubou, Hadid, Mahious, Hamidi et Madani, pour les joueurs de la sélection des joueurs locaux (A'), ainsi que Belaïd de la sélection A. Là, il faut reconnaître que l'absence des internationaux perturbe quelque peu les plans du coach Zinnbauer, qui doit faire avec...

AL AHLY AFFAIBLI AVANT LA JSK

La presse égyptienne a annoncé le forfait de Mahmoud Hassan Trezeguet et Hocine Chahat. Le premier a contracté une blessure lors de la Supercoupe disputée face au Zamalek aux Emirats arabes unis, alors que le second souffre de blessure depuis plusieurs jours de cela. Les deux joueurs sont soumis à des soins, mais leur retour est à écarter d'après les



médias égyptiens. Par ailleurs, Imam Achour devrait reprendre les entraînements prochainement, mais sa participation à la rencontre face à la JSK est très incertaine. Le directeur sportif du Ahly du Caire s'est exprimé sur le cas d'Emam Ashour en annonçant qu'il n'est pas blessé et qu'il devrait reprendre le travail à la reprise des entraînements et que c'est le préparateur physique qui décidera de la date de son retour dans le groupe. Le directeur sportif n'écarter pas son retour face à la JSK, mais il a ajouté que s'il ne sera pas prêt d'ici ce samedi, il sera opérationnel pour le deuxième match face à l'AS FAR. Le Ahly sera aussi privé de Nejc Gradisar suspendu pour 2 matchs. Les responsables du Ahly avaient adressé un recours à la Confédération africaine de football pour que sa suspension de 2 matchs soit annulée ou réduite au moins à un match, mais leur recours a été rejeté. Il avait écopé de cette suspension à la suite de son comportement lors du match retour du deuxième

tour préliminaire de la Ligue des champions face au représentant du Burundi. Malgré ces absences de taille, les Canaris devront se méfier de l'ogre égyptien qui a pour ambition de remporter le titre africain cette saison. Le Ahly a certes perdu de sa qualité ces dernières années, mais il reste l'une des meilleures équipes d'Afrique. Il dispose d'un effectif très riche et sa victoire en Supercoupe face à l'éternel rival le Zamalek n'a fait que du bien aux Ahlaouis. Ils sont les favoris dans le groupe, mais les poulains de Zinnbauer ont des arguments à faire valoir surtout que l'ogre égyptien réussit bien à la JSK. A l'inverse du Ahly qui sera privé de certains de ses titulaires pour différentes raisons, les Canaris aborderont ce premier match de la phase de poules au grand complet. Le coach allemand optera sans nul doute pour la prudence, mais il tentera d'opter par des contres rapides pour surprendre son adversaire devant ses milliers de supporters.

CAF CL & CC : LA FAF RÉUNIT LE MCA, LA JSK, LE CRB ET L'USMA

LA FÉDÉRATION Algérienne de Football (FAF) vient d'annoncer sur son site officiel que l'instance fédérale algérienne a tenu, ce jeudi 13 novembre 2025, une réunion de travail avec les représentants des quatre clubs algériens, MC Alger, JS Kabylie, CR Belouizdad et USM Alger, qualifiés pour la phase de groupes des compétitions interclubs de la Confédération Africaine de Football (CAF). La même source a indiqué que « L'objectif de cette séance était de présenter et rappeler aux clubs les principales dispositions réglementaires inhérentes à l'organisation des matchs de la Ligue des champions africaine et de la Coupe de la Confédération (CAF), ainsi que les procédures et protocoles à observer en matière d'accueil des équipes et des officiels, de sécurité, de logistique, de communication, et d'aspects marketing et médias. » La FAF a précisé que « Cette rencontre, présidée par le Secrétaire général de la FAF, M. Nadir BOUZENAD, s'est déroulée en présence du Directeur des Compétitions internationales, M. Mohamed Billel GUENDOUD, de M. Halim DJENDOUBI, Secrétaire général adjoint et Officier national de sécurité et de sûreté, ainsi que de M. Youcef BENMEDJBER, Secrétaire général adjoint au sein de la Fédération. » L'instance fédérale algérienne a ajouté que « Les échanges ont été riches, fructueux et constructifs, permettant à chaque club de s'exprimer et de soulever les points nécessitant des clarifications. Les représentants de la FAF ont apporté des réponses précises aux différentes interrogations, tout en réitérant la disponibilité de la Fédération à accompagner les clubs pour une participation conforme aux exigences de la CAF. » Enfin, la FAF explique que « Cette initiative s'inscrit dans la volonté de la FAF d'assurer l'accompagnement des clubs engagés sur la scène continentale et de renforcer la qualité de la représentation algérienne lors des compétitions africaines. » Très bonne initiative de la FAF pour éviter tout éventuel impondérable...

MCA

Mokwena veut deux attaquants au mercato



LE MOULOUDIA d'Alger avance en champion : sept victoires de suite, une solidité à toute épreuve, un jeu bien huilé. Mais derrière les résultats flatteurs, Mokwena reste lucide. Le Sud-Africain le répète à ses dirigeants : son équipe doit être plus tueuse. Parce qu'en Afrique, dominer ne suffit pas. La preuve ? En Ligue des champions, le Doyen a souffert pour arracher sa qualification face à La Colombe du Cameroun : 1-1 à l'aller, 0-0 au retour. Trop stérile, trop hésitant dans le dernier geste. Mokwena a tiré ses conclusions. Il veut du sang neuf devant. Le coach sait qu'il pourra bientôt compter sur un renfort interne : Moha-

med Bangoura. L'attaquant guinéen, éloigné des terrains depuis plusieurs mois après une grave blessure à la cheville, fera son grand retour début décembre. Son retour est attendu comme une bouffée d'air frais, mais Mokwena ne veut pas tout miser dessus. Le technicien considère que le Doyen a besoin de plus de concurrence et d'impact dans la zone de vérité. La direction a validé la demande, mais le chantier ne sera pas simple. Les ailiers de qualité sont rares sur le marché local. Le Mouloudia pourrait utiliser la carte des clauses libératoires pour attirer les meilleurs éléments du championnat.

LG dévoilera son premier téléviseur MicroRGB au CES 2026, la technologie qui réinvente le LCD

LG s'apprête à franchir un nouveau cap dans le domaine du LCD haut de gamme. Après des années de domination sur la scène OLED, la marque coréenne devrait dévoiler son premier téléviseur Micro RGB au CES 2026.

Très ambitieuse, la technologie Micro RGB, ou MiniLED RGB chez d'autres, fait couler beaucoup d'encre et risque d'être la star du CES 2026. Preuve en est, LG s'apprête à présenter son tout premier téléviseur équipé de cette technologie, fraîchement récompensé d'un CES Innovation Award avant même son dévoilement officiel.

Le MicroRGB, prochaine révolution du LCD

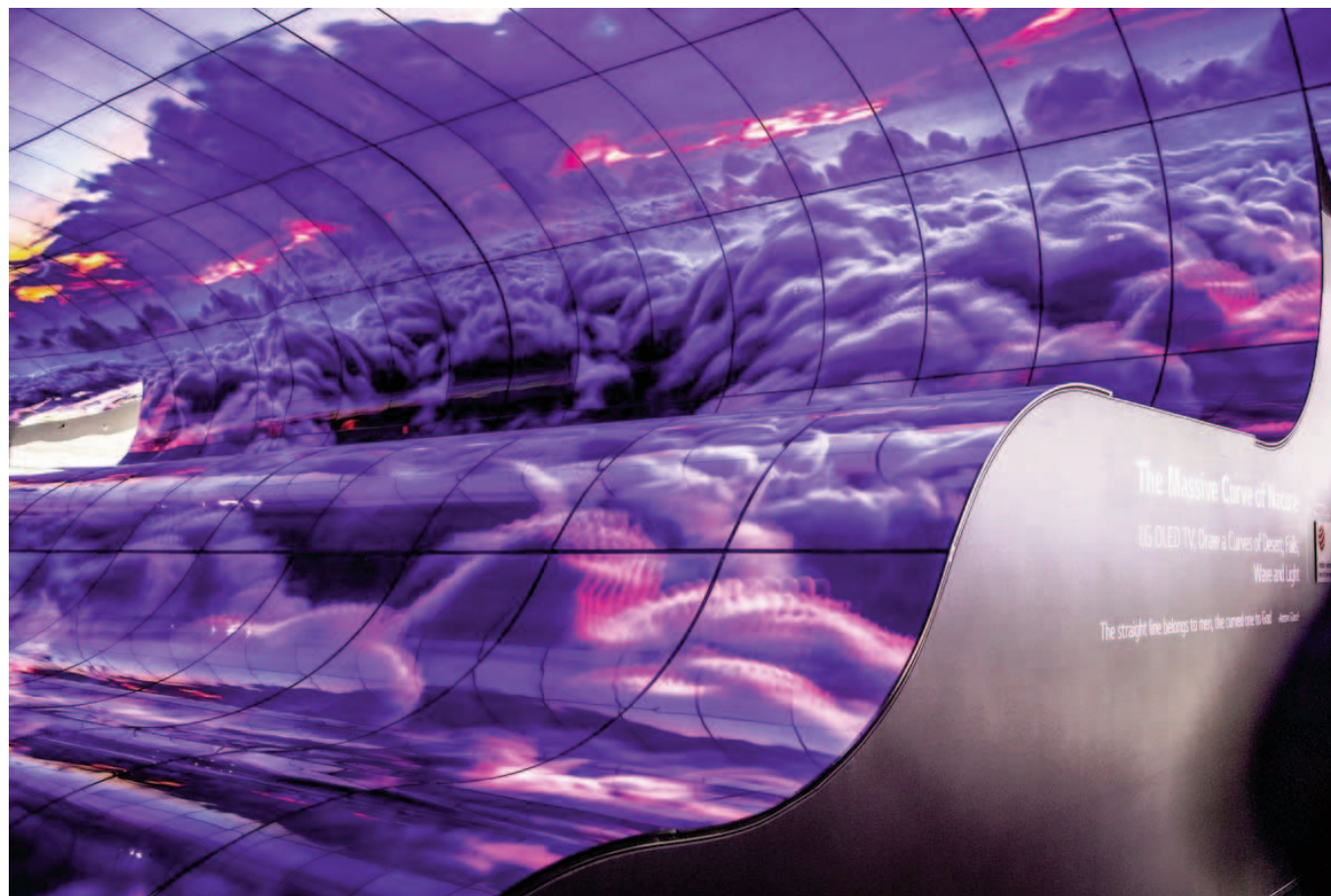
Sous le nom un peu abscons de "Micro RGB", que l'on retrouve chez d'autres constructeurs en tant que RGB LED ou MiniLED RGB, se cache une évolution majeure du rétroéclairage des téléviseurs LCD. Là où le MiniLED repose sur un rétroéclairage à base de diodes qui émettent une lumière blanche combinée à un filtre de couleur, le Micro RGB utilise des LED rouges, vertes et bleues indépendantes, capables de générer directement la couleur.

Cette approche élimine une partie des pertes optiques et permet d'obtenir une précision chromatique bien supérieur, un contraste plus profond et présente aussi des avantages en matière d'efficacité énergétique. Certains prototypes sont déjà annoncés avec une couverture proche du Rec.2020, un espace colorimétrique que même les meilleurs OLED peinent à égaler.

Pour résumer, le Micro RGB combine la puissance lumineuse du MiniLED à une colorimétrie annoncée meilleure que l'OLED.

LG rejoint la course au RGB, après Samsung, Hisense, Sony

LG n'est pas le premier à se lancer. En 2025, Samsung et Hisense ont ouvert le bal avec des modèles spectaculaires,



comme le Hisense 116UX et le Samsung MR115F, suivis de Sony, qui a déjà dévoilé sa technologie RGB LED à la presse à l'occasion de l'IFA, avec un premier produit attendu pour 2026.

Tous misent sur une démocratisation progressive de cette technologie à partir de 2026, notamment grâce à des modèles plus accessibles d'entrée de jeu, comme Hisense l'a laissé entendre il y a quelques mois. Car pour l'instant, cette technologie reste réservée à des téléviseurs XXL avec

des prix élevés. LG, fidèle à sa stratégie de prudence technologique, semble avoir attendu le bon moment pour entrer dans la danse. La marque ne renonce pas à l'OLED, mais prépare un LCD nouvelle génération destiné à rivaliser avec les MiniLED les plus performants du marché. On apprend en effet, via un communiqué portant sur les produits récompensés au CES 2026, qu'un certain "téléviseur LCD premium doté de la technologie Micro RGB" sera de la partie, sans donner

le moindre détail sur la diagonale, la luminosité ou le nom de la gamme. Un silence sans doute volontaire, la marque garde ses cartouches pour le CES 2026, où elle devrait enfin lever le voile sur son futur téléviseur haut de gamme. Ce premier modèle Micro RGB s'ajoutera ainsi aux piliers du catalogue 2026 : la nouvelle gamme OLED, dont le constructeur n'a encore rien dévoilé, et le Signature OLED T (transparent), à nouveau récompensé cette année.

Les ventes de la PS5 se portent bien, Sony veut faire durer le plaisir

Sony a annoncé que la PlayStation 5 avait atteint la barre des 84 millions d'unités vendues. Le géant japonais entend prolonger son cycle de vie bien au-delà des standards habituels.

CINQ ANS

après un lancement un poil compliqué, la PS5 affiche une forme olympique. Les derniers résultats financiers de Sony révèlent des chiffres qui donnent le sourire, et une stratégie assumée, qui consiste à transformer la console en vraie marathonnienne. Plus question de brûler les étapes comme autrefois. Cette fois, la direction financière du groupe nippon s'est dotée d'une feuille de route qui pourrait bien chambouler les habitudes du secteur.

La PS5 dépasse les 84 millions d'unités vendues dans le monde

Avec 84,2 millions d'exemplaires écoulés depuis novembre 2020, la PlayStation 5 rattrape sa grande sœur à toute vitesse. La PS4, elle, plafonne à 86 millions d'unités vendues. L'écart se réduit à moins de deux millions, et le dépassement semble inévi-

table d'ici ou pendant les fêtes. Au dernier trimestre, ce sont 3,9 millions de PS5 supplémentaires qui ont été achetées.

Le programme PlayStation Plus grimpe aussi en flèche, avec 119 millions d'abonnés actifs mensuels, contre 116 millions au trimestre précédent.

Côté logiciels, 80,3 millions de jeux ont trouvé preneur entre juillet et septembre 2025, toutes générations confondues. Ghost of Yotei symbolise bien la dynamique, avec 3,3 millions d'exemplaires vendus dès le premier mois.

La division Game & Network Services de Sony affiche une belle croissance de ses revenus. Après les galères d'approvisionnement qui ont pourri les deux premières années, la machine tourne enfin à plein régime. Le fabricant peut désormais avoir une vision à long terme, sans craindre les ruptures de stock.



Sony veut étendre le cycle de vie de la PS5 jusqu'en 2030

« Nous pensons que la PS5 n'est qu'au milieu de son parcours, et nous prévoyons vraiment de l'étendre encore davantage. »

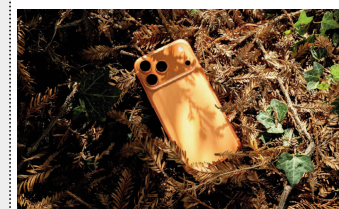
Les mots de Lin Tao, la directrice financière de Sony, sont plus qu'intéressants. Sa déclaration, rapportée par Tech Radar, tranche avec les cycles traditionnels de six à sept ans chez Sony.

Le modèle PS4 a clairement servi de référence. « Les cycles de vie des consoles semblent s'allonger de plus en plus », observe Lin Tao, qui rappelle que la PS4, lancée en 2013,

compte encore « de nombreux utilisateurs actifs qui profitent de la console » plus d'une décennie après. Une longévité que Sony veut reproduire, voire surpasser.

Interrogée sur les « futurs lancements et successeurs », la dirigeante botte en touche. Les rumeurs tablent pourtant sur une PS6 qui pourrait arriver entre fin 2027 et début 2028. Sony pourrait jouer la carte de la cohabitation générationnelle, en faisant vivre deux machines simultanément pendant plusieurs années. Un pari audacieux, à l'heure où la puissance brute commence à plafonner.

Apple voudrait se débarrasser à l'avenir de cette particularité amusante des iPhone 17 Pro



APPLE pourrait abandonner dès l'année prochaine le concept légèrement bicolore de ses actuels iPhone 17 Pro au profit d'un rendu à nouveau ton sur ton, ou presque, pour le châssis des futurs iPhone 18 Pro. Apple ferait évoluer légèrement ses futurs iPhone 18 Pro sur le plan cosmétique. C'est ce que suggèrent d'ores et déjà plusieurs fuites dont nous nous faisons l'écho il y a quelques jours, notamment en termes de capteur photo frontal et de choix de coloris. On apprend cette semaine d'un leaker chinois parfois bien renseigné (mais pas toujours) que la firme voudrait également tourner le dos à l'aspect bicolore des modèles actuels, pour revenir à un coloris plus unifié, et ce dès l'année prochaine.



Le nouveau système de vérification de l'âge basé sur l'IA s'appliquera apparemment à plusieurs produits et services de Google.

Il n'y a pas que YouTube : Google utilise partout l'IA pour deviner votre âge en fonction de votre activité

TROIS POINTS POUR RÉSUMER

Google met en place une nouvelle méthode de vérification de l'âge basée sur l'IA. L'apprentissage automatique analysera votre activité (principalement sur YouTube) pour deviner votre âge. Si l'IA se trompe, vous devrez passer par un processus de vérification. Un jour après avoir annoncé la vérification de l'âge par l'IA sur YouTube, Google la lance à plus grande échelle. Mais vous devrez vous même résoudre les problèmes si l'IA se trompe. Dans un billet annonçant "une expérience en ligne plus sûre pour les enfants et les adolescents", Google explique qu'il introduit une nouvelle technologie permettant de faire la distinction entre les utilisateurs plus âgés et plus jeunes. Cette technologie analysera votre activité en ligne et tentera de deviner votre âge. S'il pense que vous avez moins de 18 ans, votre compte sera restreint jusqu'à ce que vous puissiez prou-

Ce que l'argumentaire de Zuckerberg sur la "superintelligence personnelle" ne vous dit pas

MARK ZUCKERBERG, PDG de Meta, ne sait pas comment la superintelligence se développera, mais il souhaite que vous fassiez confiance à sa vision utopique de l'IA.

Trois points pour résumer
Zuckerberg dévoile sa vision de la superintelligence personnelle.
Mais le manque de clarté de sa définition interroge. La superintelligence pourrait perturber le monde du travail malgré les promesses d'efficacité. Un autre jour, une autre référence vague à la promesse de la superintelligence. Mercredi, Mark Zuckerberg, PDG de Meta, a partagé sur X une vidéo et une lettre exposant la "vision de l'avenir de la superintelligence personnelle pour tous" de son entreprise. Zuckerberg a inventé ce terme - sans le définir - au début du mois, lorsque Meta a annoncé son nouveau laboratoire de superintelligence, une division de l'entreprise dédiée

ver que vous êtes plus âgé. Ce processus a déjà été testé et Google affirme qu'il fonctionne bien.

Comment Google estime votre âge
Google explique que son modèle d'estimation de l'âge utilise l'apprentissage automatique pour interpréter "divers signaux". Il précise que ces signaux sont déjà associés à votre compte et qu'il ne recueille aucune nouvelle information. Ces signaux incluent les types d'informations que vous recherchez sur YouTube, les catégories de vidéos que vous regardez et l'âge du compte lui-même. Même si les restrictions d'âge s'appliquent à plusieurs produits et services Google, il semble que YouTube soit la seule source potentielle d'informations sur l'âge pour l'instant, en dehors de la date de création

à la construction d'un système informatique qui surpasse de manière significative les capacités humaines.

Définir la superintelligence personnelle
La superintelligence devancerait l'intelligence artificielle générale (AGI), qui serait théoriquement comparable au cerveau humain. Les deux restent très hypothétiques. Dans sa lettre, Mark Zuckerberg fait référence aux progrès récents de l'IA agentique, notant que les systèmes "s'améliorent" lentement mais sûrement, et affirme que la superintelligence est plus possible que jamais. Ce que nous avons déjà entendu.

Toutefois, chaque progrès a généralement ses limites
"Aussi profonde que puisse être un jour l'abondance produite par l'IA, un impact encore plus significatif sur nos vies viendra probablement du fait que chacun disposera d'une superintelligence personnelle qui l'aidera à atteindre ses objectifs, à créer ce qu'il veut voir dans le monde, à vivre n'importe quelle aventure, à être un meilleur ami pour ceux qui lui sont chers et à grandir pour devenir la personne qu'il aspire à être", écrit Mark Zuckerberg.

de votre compte.

Ce qui se passe ensuite
Lorsque Google pense qu'un utilisateur a moins de 18 ans, plusieurs choses se produisent. Tout d'abord, l'utilisateur recevra une notification et un lien lui permettant de vérifier son âge s'il a plus de 18 ans. L'utilisateur recevra également un courrier électronique expliquant comment les paramètres ont été modifiés et comment les adultes peuvent vérifier leur âge. Si l'IA se trompe et vous signale à tort comme ayant moins de 18 ans, vous devrez télécharger une carte de crédit ou une pièce d'identité officielle, ou prendre un selfie pour rétablir votre compte. Si l'âge n'est pas vérifié, Google activera les outils de bien-être numérique de You-

Les lunettes comme véhicule personnel d'IA
Dans son message, Mark Zuckerberg s'abstient de préciser ce que pourrait être un produit ou un service d'IA personnelle. Quoi qu'il en soit, il est optimiste quant à la possibilité de libérer l'industrie du piège de l'automatisation. "Si la tendance se poursuit, on peut s'attendre à ce que les gens passent moins de temps dans les logiciels de productivité et plus de temps à créer et à se connecter", déclare-t-il. Il n'est toutefois pas certain que cette tendance ait réellement commencé, compte tenu de la façon dont le paradoxe de Jevon - la théorie selon laquelle l'efficacité n'engendre que davantage de consommation, et non la liberté - semble se manifester. "La superintelligence personnelle qui nous connaît profondément, comprend nos objectifs et peut nous aider à les atteindre sera de loin la plus utile", poursuit la lettre. "Les dispositifs personnels tels que les lunettes qui comprennent notre contexte parce qu'elles peuvent voir ce que nous voyons, entendre ce que nous entendons et interagir avec nous tout au long de la journée deviendront nos principaux dispositifs informatiques". The Information a aussi rapporté lundi que

Tube (qui comprennent des rappels à l'heure du coucher et de la pause, ainsi que des garanties sur les recommandations de contenu), désactivera Timeline dans Maps, désactivera la publicité personnalisée et empêchera l'utilisateur d'accéder aux applications Google Play destinées aux adultes. Google insiste sur le fait que la technologie a bien fonctionné dans d'autres contextes, mais on peut s'interroger sur sa précision. Le fait de laisser vos enfants regarder suffisamment YouTube lors d'un voyage en voiture pourrait-il faire croire à Google que vous avez un profil d'enfant ? Les enfants astucieux comprendront-ils qu'ils doivent regarder juste assez de contenu normal pour éviter les restrictions ?.

les ventes de lunettes intelligentes de Meta ont plus que triplé au cours du premier semestre 2025 par rapport à la même période en 2024.

La superintelligence pourrait bouleverser la société, y compris l'emploi
Au milieu de cet optimisme, Mark Zuckerberg a rappelé la réalité déjà présente : l'IA perturbera de nombreux aspects de la société, y compris le marché du travail, et la manière dont nous appliquerons la superintelligence reste à voir (si elle se concrétise ou quand elle se concrétisera). "Le reste de cette décennie semble être la période décisive pour déterminer la voie que prendra cette technologie, et si la superintelligence sera un outil d'autonomisation personnelle ou une force visant à remplacer de larges pans de la société", écrit-il. La vision de Mark Zuckerberg s'appuie sur l'argument actuel en faveur de l'utilité des agents d'intelligence artificielle. Lorsqu'ils sont le plus efficaces, les agents se chargent des tâches qui peuvent occuper une grande partie de la journée d'un professionnel, en automatisant les tâches banales afin que les employés puissent se concentrer sur des contributions plus importantes et plus singulières.

Pourquoi l'éclaboussure d'eau froide sur votre visage vous relaxe !



UNE LONGUE nuit et vous avez encore beaucoup à faire. Quel serait le comportement le plus commun que vous suivez ? Une bonne éclaboussure rafraîchissante d'eau froide sur le visage ! Mais pourquoi cela nous fait sentir plus éveillés et plus frais ? Pourquoi nous nous sentions calmés après cette éclaboussure ?

Le réflexe d'immersion chez les mammifères est un réflexe qui se déclenche lorsque la figure est en contact avec de l'eau froide dans le but d'optimiser la respiration, créant ainsi des réactions physiologiques qui permettent à notre corps de se sentir mieux.

Certains des effets physiologiques que l'eau froide crée sont la bradycardie (la diminution du rythme cardiaque), la vasoconstriction périphérique qui laisse plus d'oxygène pour le cœur et le cerveau en contractant les vaisseaux sanguins.

Les requins n'ont pas d'os dans leur corps !

LES REQUINS sont classés comme des poisson chondrichthyens dont le squelette est très différent de celui des poissons osseux et des vertébrés terrestres.

En effet, le squelette des requins, tout comme celui des raies, est composé de cartilages, des tissus conjonctifs souples que l'on retrouve dans notre nez et nos oreilles.

J Indépendant

LE SAVIEZ VOUS



•**ENGOUEMENT**•
La sortie d'une tasse « Bearista » commercialisée en édition limitée par Starbucks a provoqué de longues files d'attente, des mouvements de foule et même des bagarres aux États-Unis et au Canada début novembre

« Bearista » : Cette tasse en série limitée chez Starbucks a suscité passion et violence

Folie autour d'un petit ours en verre. Outre-Atlantique, la sortie de la « Bearista Cold Cup » par Starbucks a provoqué des scènes inattendues. Après des semaines d'annonce sur les réseaux sociaux, l'enseigne de café a officiellement sorti le 6 novembre dernier une nouvelle tasse en édition limitée. Le contenant d'une capacité de 59 cl en forme d'oursin coiffé d'un petit bonnet vert était mis en vente pour 30 dollars, soit environ 26 euros, aux États-

Unis et au Canada, indique Le Parisien ce mardi.

Des acheteurs prêts à tout
Le jour de la sortie de la Bearista, des clients passionnés de Starbucks sont arrivés dès 4 heures du matin devant les magasins de la chaîne afin d'être sûrs de pouvoir acheter leur mug. De longues files d'attente se sont formées au fil de la journée et des tensions, voire des bagarres, entre certains clients

ont été à déplorer. La Bearista s'est retrouvée en rupture de stock dans les deux pays après quelques heures seulement. Sur les réseaux sociaux, de nombreux clients déçus se sont plaints du stock trop limité prévu par Starbucks, accusant parfois même les salariés de s'être servis avant la mise en rayon. Sur les sites Internet de vente comme eBay, plusieurs exemplaires sont disponibles pour un prix allant de 150 à... 1.000

dollars, c'est-à-dire entre 86 et 860 euros.

Starbucks a pris la parole après les faits, admettant que l'engouement pour son nouveau produit avait « dépassé toutes [ses] espérances ». L'entreprise a présenté ses excuses pour la « déception occasionnée » et assure que de nombreux autres produits dérivés sortiront durant toute la période des fêtes de fin d'année.

Etats-Unis : Un condamné à mort par injection létale voit sa peine commuée à la dernière minute



SAUVÉ par le gong. Tremane Wood, condamné à mort pour meurtre, a vu sa peine commuée en prison à perpétuité par le gouverneur républicain de l'Oklahoma Kevin Stitt. Un homme condamné à la peine capitale a été épargné in extremis par le gouverneur de l'Etat de l'Oklahoma, dans le sud des Etats-Unis, jeudi. Tremane Wood, 46 ans, condamné à mort pour le meurtre le 1er janvier 2002 de Ronnie Wipf, 19 ans, devait être exécuté par injection létale. Mais à la dernière minute, le gouverneur républicain de l'Etat, Kevin Stitt, a annoncé qu'il suivrait l'avis de la commission des grâces, qui avait recommandé le 5 novembre la commutation de sa peine en prison à perpétuité. Cette décision « tient compte de la même punition subie par son frère

pour le meurtre d'un jeune homme innocent et garantit une punition sévère mettant un dangereux criminel hors d'état de nuire », a expliqué Kevin Stitt dans un communiqué. Le gouverneur, en poste depuis près de sept ans, n'avait jusqu'à présent commué qu'une peine capitale, en 2021, à quatre heures de l'exécution.

Plus de 40 peines de mort exécutées cette année aux Etats-Unis
La commission des grâces avait recommandé la commutation de la peine de Tremane Wood en raison notamment des défaillances de l'avocat commis d'office. Son frère aîné, qui a bénéficié d'une défense bien plus solide, avait été condamné lui à la perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. Il a avoué être l'auteur des coups de couteau mortels et s'est suicidé en prison en 2019. Au total, 42 exécutions ont eu lieu aux Etats-Unis depuis le début de l'année, le nombre le plus élevé depuis les 43 enregistrées en 2012. La grande majorité sont réalisées par injection létale, soit 35 jusqu'à présent en 2025. La peine de mort a été abolie dans 23 des 50 Etats américains. Trois autres, la Californie, l'Oregon et la Pennsylvanie, observent un moratoire des exécutions sur décision du gouverneur.

Avec le premier vol réussi de sa fusée vers Mars, Jeff Bezos va-t-il concurrencer Elon Musk ?

course à l'espace•Jeudi, la fusée New Glenn de Blue Origin, entreprise spatiale de Jeff Bezos, a pu récupérer le propulseur de sa grande fusée New Glenn. Ce succès pourrait-il peser dans la lutte contre Elon Musk et SpaceX ? Cette fois, c'est la bonne pour Jeff Bezos et son entreprise spatiale. Blue Origin a franchi une étape clé en réussissant pour la première fois la récupération du premier étage de sa fusée lourde New Glenn, posé de manière contrôlée sur une barge en mer. Cette manœuvre complexe, comparable à celles déjà maîtrisées par SpaceX, devrait permettre à l'entreprise de Jeff Bezos d'augmenter le rythme de ses lancements tout en réduisant leurs coûts. A bord, deux sondes de la Nasa, dont la mission, baptisée Escapade, est d'étudier l'histoire du climat de Mars et d'ouvrir la voie à une éventuelle exploration humaine de la planète rouge. Un vol à enjeux, donc, sur le volet scientifique, mais peut-il aussi peser en faveur de Jeff Bezos dans sa rivalité avec Elon Musk, le patron de SpaceX ? Si cette rivalité est bien réelle, elle est surtout « énormément mise en scène par les deux milliardaires eux-mêmes, qui ne s'entendent pas du tout », rappelle Paul Wohrer, chercheur au programme Espace de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Dans les faits, Elon Musk et Jeff Bezos « restent deux industriels américains



qui développent des capacités qui seront majoritairement utilisées pour des programmes américains, mais aussi pour le développement de leurs propres ambitions », souligne le spécialiste de la géopolitique et des stratégies des puissances spatiales.

Un concurrent de SpaceX mais pas une menace
Parmi ces ambitions : avoir chacun une constellation de satellites de communication. Si Elon Musk a réussi à lancer la sienne, Starlink, celle d'Amazon, et donc de Jeff Bezos, Kuiper, est en cours de déploiement et devrait être opérationnelle début 2026. Pour le chercheur, plus qu'une composante de la rivalité entre les deux hommes, le lancement de la New Glenn ce jeudi soir est surtout l'illustration « qu'une certaine approche du spatial commence à prendre forme aujourd'hui, avec l'idée que pour mettre des constellations de satellites en orbite, c'est important d'avoir des lanceurs réutilisables et une forme d'industrialisation du domaine, avec des satellites produits en série », souligne le chercheur. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a aucune concurrence entre SpaceX et Blue Origin.

Volcanisme, continents, reliefs: les calottes glaciaires seraient le fruit d'une "heureuse coïncidence"



Rares dans l'histoire de la Terre, les conditions froides ayant permis la formation des calottes glaciaires semblent avoir nécessité l'intervention simultanée de plusieurs processus liés à la géologie, selon de nouvelles recherches de modélisation. Cet état est toutefois fragile (universités d'Adélaïde et de Leeds).

Nous connaissons actuellement la Terre avec ses deux grandes calottes glaciaires, celles de l'Antarctique et du Groenland. Cependant, cette configuration est plutôt récente dans l'histoire de notre planète : la première s'est en effet formée il y a environ 34 millions d'années, et la seconde, quatre millions d'années plus tard (université de Rennes, 2018). De nombreuses pistes ont été évoquées pour expliquer les conditions froides à l'origine de leur genèse, notamment la diminution des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) par les volcans, l'augmentation du stockage de carbone par les forêts, ou encore les réactions chi-

miques entre le CO₂ et certains types de roches. Des chercheurs australiens et britanniques ont pour la première fois réussi à combiner tous ces processus dans un nouveau type de modèle 3D à long terme de la Terre, révélant leurs résultats ce vendredi 14 février dans la revue *Science Advances* (A. Merdith et al., 2025).

3 conditions réunies pour former les calottes glaciaires
D'après ces travaux de modélisation, aucun des processus mentionnés n'a pu être à lui seul à l'origine d'un climat propice à la formation des calottes glaciaires. Au contraire, le refroidissement a nécessité les effets "combinés" de plusieurs circonstances précises. "Nous savons maintenant que la raison pour laquelle nous vivons sur une Terre avec des calottes glaciaires (...) est une combinaison fortuite de taux très faibles de volcanisme mondial et de continents très dispersés avec de

grandes montagnes", résume le Dr Andrew Merdith, premier auteur de l'étude, dans un communiqué des universités d'Adélaïde (Australie) et de Leeds (Royaume-Uni). Cette triple condition – volcanisme faible, continents éloignés par les mécanismes de la tectonique des plaques et reliefs accentués – aurait ainsi donné naissance à d'importantes précipitations à l'échelle mondiale, avec pour conséquence d'amplifier certaines réactions chimiques éliminant le carbone de l'atmosphère, explique-t-il.

L'humanité dépend du froid : "préservons-le"
"Le mécanisme naturel de régulation du climat de la Terre semble favoriser un monde chaud et à fort taux de CO₂ sans calotte glaciaire, plutôt que le monde (...) que nous connaissons aujourd'hui", en déduit le chercheur. Cette tendance aurait selon lui permis d'éviter la plupart des glaciations massives

de type "boule de neige", offrant donc au vivant la possibilité de continuer à prospérer. Pour le Pr Benjamin Mills de l'université de Leeds, qui a dirigé l'équipe, le "message important" est "qu'il ne faut pas s'attendre à ce que la Terre revienne toujours à un état froid comme à l'époque préindustrielle" : "L'état actuel de la Terre, couverte en partie de glace, n'est pas typique de l'histoire de la planète, or notre société actuelle en dépend", souligne-t-il. Et de prôner : Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour le préserver. Sans mesures urgentes, le taux de mortalité lié aux températures extrêmes pourrait exploser d'ici 2100 en Europe, selon une autre étude publiée le 27 janvier dans la revue *Nature Medicine*. Accentuées par le changement climatique, les catastrophes liées à l'eau ont provoqué 527 milliards d'euros de dégâts l'année dernière, d'après le consortium Global Water Monitor.

Quand l'océan "rafraîchit" le climat en émettant une quantité colossale de soufre dans l'atmosphère



UNE DÉCOUVERTE importante vient bouleverser notre compréhension des émissions de méthylmercaptopar les océans, et de leur impact inattendu sur le refroidissement climatique, notamment au-dessus de l'océan Austral. Son odeur d'œuf pourri sauve des vies ! Le méthaneol, plus connu sous le nom

de méthylmercaptopar, est ajouté au gaz naturel pour lui donner une odeur détectable par le nez humain même à très faible concentration, et ainsi prévenir des dangers liés aux fuites de gaz (INRS). Cette substance se trouve également dans les organismes vivants, en milieu terrestre mais aussi marin. Or, les océans ne se contentent pas de capter et de redistribuer la chaleur du soleil, mais ils produisent par ailleurs des gaz formant des particules (aérosols) ayant des effets climatiques immédiats, par exemple en éclaircissant les nuages qui reflètent la chaleur. Parmi ces gaz refroidissants figure justement le méthaneol. Au niveau des océans, les chercheurs n'ont détecté cette substance que récemment, celle-ci étant difficile à mesurer sur le terrain – en particulier dans les régions polaires. La nouvelle étude, publiée le 27

novembre dans la revue *Science Advances*, est la première à quantifier l'origine océanique de ces émissions. Une avancée majeure dans la compréhension des émissions océaniques
Ces résultats représentent une "avancée majeure" par rapport à l'une des théories les plus révolutionnaires proposées il y a 40 ans sur le rôle de l'océan dans la régulation du climat de la Terre, d'après un communiqué de l'université d'East Anglia en Angleterre, où travaille désormais le Dr Charel Wohl, co-auteur de l'étude. Cette théorie suggérerait que le plancton microscopique vivant à la surface des mers produisait du soufre sous la forme d'un gaz, le sulfure de diméthyle, qui, une fois dans l'atmosphère, s'oxyde et forme de petites particules appelées aérosols. Les aérosols réfléchissent une partie du rayonnement solaire vers l'espace et

réduisent ainsi la chaleur retenue par la Terre. On parle de "bilan radiatif". Cet effet refroidissant est amplifié lorsque ces particules participent à la formation des nuages – avec un effet opposé, mais de même ampleur, que celui des gaz à effet de serre connus pour leur effet réchauffant, tels que le dioxyde de carbone. Les auteurs de l'étude, eux, ont rassemblé l'ensemble des mesures disponibles de méthaneol dans l'eau de mer, auxquelles ils ont ajouté celles qu'ils avaient effectuées dans l'océan Austral et sur la côte méditerranéenne. Puis, ils ont mis ces mesures en relation statistique avec la température de l'eau de mer obtenue à partir de satellites. Ainsi, les chercheurs espagnols et britanniques ont pu conclure que, annuellement et en moyenne mondiale, le méthaneol augmentait de 25 % les émissions marines de soufre connues.

Appartement A vendre

Vente Appartement F3 · Ruisseau-Alger, en face Tramway et le métro.
(Les Fusillés), à coté de les moyens de transports.
Téléphone : 0772.39.99.06 - 0542.57.58.11

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070) 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070) 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe
Presse et Communication au
capital de 9 764 000 DA

Gérant
ALI MECHERI
**Directeur
de la publication**
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

IMPRESSION
SIMPRAL

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
**CONTACTEZ AUSSI
ANEP**

« POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de
communication, d'Edition et de
Publicité - Agence ANEP 01, Avenue
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed
Taâkouch,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa

Bejaïa : Centre Commercial
SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél. :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• Tipasa B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits
réservés. Reproduction partielle
ou totale, par quelque procédé
que ce soit, interdite sans
autorisation expresse de la
Direction.
Les documents remis, envoyés
ou électroniquement transmis au
Journal ne sont pas retournés et
ne peuvent faire l'objet d'aucune
réclamation, sauf accord écrit
préalable.

Angioplastie : risque, espérance de vie, quand poser un stent ?

Un stent coronaire permet d'éviter de nouvelles obstructions ou un rétrécissement de l'artère.

L'angioplastie est un traitement de choix qui permet de rétablir la circulation sanguine quand une artère est bouchée. Elle peut être indiquée lors d'un infarctus du myocarde, d'un accident ischémique cérébral ou oculaire ou en cas de maladie rénale ou d'artériopathie des membres.

Types d'angioplastie
On distingue plusieurs types d'angioplastie :

L'angioplastie coronaire qui permet de dilater les artères coronaires sténosées (ou "bouchées") lors d'un infarctus du myocarde pour rétablir une bonne irrigation sanguine des muscles du cœur.

L'angioplastie transluminale qui consiste à passer un tube fin (cathéter) via la peau (voie percutanée) dans le système artériel. Le cathéter comprend un ballonnet à son extrémité.

Le cathéter est déplacé dans le système artériel jusqu'à ce que le ballonnet atteigne le rétrécissement artériel dans l'artère vertébrale. Le ballonnet est ensuite rapidement gonflé, ce qui étire l'artère (angioplastie) et réduit ainsi le degré de rétrécissement.

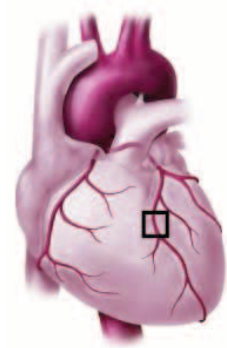
Dans le cas de cette angioplastie, un stent est ensuite inséré dans l'artère pour prévenir un nouveau rétrécissement.

L'angioplastie carotidienne concerne les personnes victimes d'un accident ischémique cérébral ou oculaire causé par un rétrécissement (par une plaque d'athérosclérose) d'une des artères irriguant le cerveau (l'artère carotide interne). La technique est la même que pour d'autres régions.

En quoi consiste l'opération ?

L'angioplastie permet d'élargir les artères obstruées par un caillot à l'aide d'un cathéter (petit tube flexible) dont l'extrémité est munie d'un ballonnet gonflable.

Le cathéter est inséré par le médecin dans l'artère et, lorsqu'il est bien positionné, il



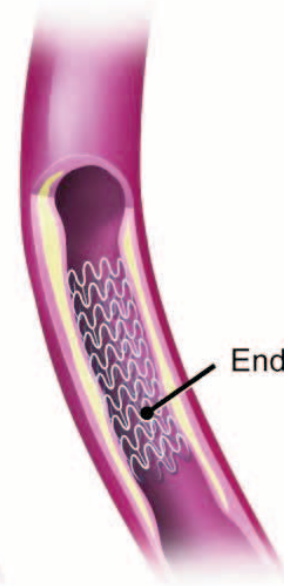
Cathéter à ballonnet



A.



B.



C.

Endoprothèse

gonfle le ballonnet pendant un court moment pour élargir le vaisseau et ainsi améliorer le flux de sang. Dans la plupart des cas, le médecin place une endoprothèse aussi appelée "stent" à l'intérieur de l'artère une fois qu'elle est élargie. Ce stent métallique réduit le risque que cette partie du vaisseau rétrécisse de nouveau. Il arrive parfois, au bout de plusieurs semaines ou plusieurs mois, qu'un caillot sanguin se forme au niveau du stent, risquant ainsi de boucher l'artère. Un traitement anticoagulant permet alors de résorber ce caillot. Une radiographie peut être effectuée pour s'assurer de la place du ressort.

Comment se passe l'opération ?

L'angioplastie se déroule dans une salle de radiologie, dans les conditions de stérilité nécessaires à l'introduction d'une sonde dans les artères. Une anesthésie locale est administrée au point d'entrée, et parfois générale si nécessaire, mais elle est en général non douloureuse.

Le cathéter est introduit soit depuis l'artère fémorale située au pli de l'aîne, soit depuis l'artère humérale ou radiale située au pli du bras ou au poignet. L'intervention se déroule sous contrôle radiologique en

injectant de petites doses de liquide de contraste permettant d'opacifier l'artère.

Durée

L'intervention dure en général une à deux heures. Ensuite, le patient est surveillé et doit garder pendant quelques heures un dispositif de compression sur le point d'entrée du cathéter et rester allongé pendant environ 24h en cas de cathétérisme au pli de l'aîne. En principe, il peut quitter l'hôpital le lendemain de l'angioplastie.

Risques

Malgré les progrès techniques, l'angioplastie comporte un risque de complications et d'échec dans 5% des cas :

Allergie le plus souvent liée à l'utilisation de produit de contraste iodé ou d'anesthésique local.

Hématome au point de ponction qui se traduit par un aspect bleuté qui peut persister plusieurs jours mais qui est habituellement sans conséquence.

Obstruction ou blessure d'une artère qui nécessite une réparation chirurgicale et parfois une transfusion sanguine.

Echec de l'angioplastie ou récurrence (resténose).

La survie globale à 2 ans serait de 85% et à 3 ans de 75%.

Convalescence après

La convalescence dépend de l'indication de l'angioplastie. Mais dans la plupart des cas, le jour du retour à domicile, il est déconseillé de conduire soi-même, mais plutôt de se reposer. En général, la journée suivante, et après l'accord du médecin, il est possible de reprendre graduellement les activités habituelles.

A retenir

► L'angioplastie permet de rétablir la circulation sanguine dans une artère bouchée.

► La technique du ballonnet consiste à gonfler un petit ballonnet dans l'artère pour écraser la plaque d'athérome et agrandir le diamètre de l'artère.

► La technique du stent consiste à poser un mini-ressort dans l'artère pour éviter qu'elle ne se rebouche.

► L'angioplastie comporte un risque de complications et d'échec dans 5% des cas.

► La convalescence dépend de l'indication de l'angioplastie.

Voilà les aliments les plus riches en magnésium, essentiels contre la fatigue

LA MAGNÉSIUM est essentiel pour ne pas être fatigué. Il participe aussi à la régulation du système nerveux et à la solidité des os. Vous êtes fatigué(e) en ce moment ? Du mal à vous lever ? Peut-être manquez-vous de magnésium ? La femme a besoin d'environ 300 mg de magnésium par jour et l'homme 380 mg. Pour couvrir ses besoins, il faut choisir les bons aliments.

Le chocolat noir 70%

Le cacao est l'un des aliments les plus connus pour sa richesse en magnésium. C'est pour cette raison que le chocolat noir a un intérêt nutritionnel. "Nous parlons souvent du chocolat, mais c'est réellement le cacao qui renferme le magnésium : comptez 120 milligrammes pour 100 grammes de cacao. Le chocolat doit au minimum à 70 % de cacao pour apporter un réel intérêt", tient à préciser Florence Foucaut, diététicienne-nutritionniste et membre de l'AFDN. 2 carrés de chocolat à 70% de cacao apportent environ 24 mg de magnésium. En revanche, le chocolat blanc et le chocolat au lait apportent très



peu de magnésium et sont à consommer pour la gourmandise.

La banane : le fruit le plus riche en magnésium

La banane est le fruit le plus riche en magnésium, renfermant environ 28 mg pour 100 grammes, soit environ 45 milligrammes pour un fruit. La banane séchée est encore plus riche en magnésium que la banane fraîche, ce qui en fait par exemple une collation idéale anti-fatigue.

Les pois chiches riches en magnésium et en protéines

Outre les légumineuses réduites en farine, elles sont tout aussi excellentes pour la santé à déguster sous leur forme naturelle. "Comptez environ 44 mg de magnésium au 100 g pour les pois chiches cuits et 31 mg au 100 g pour les lentilles cuites. Les légumineuses sont sources de protéines végétales, de fibres et de fer. Elles présentent donc un intérêt d'un point de vue nutritionnel", argue Florence Foucaut.

Le germe de blé : 1 à 2 cuillères à soupe suffisent

Le germe de blé est également très riche en magnésium : il renferme environ 250 mg

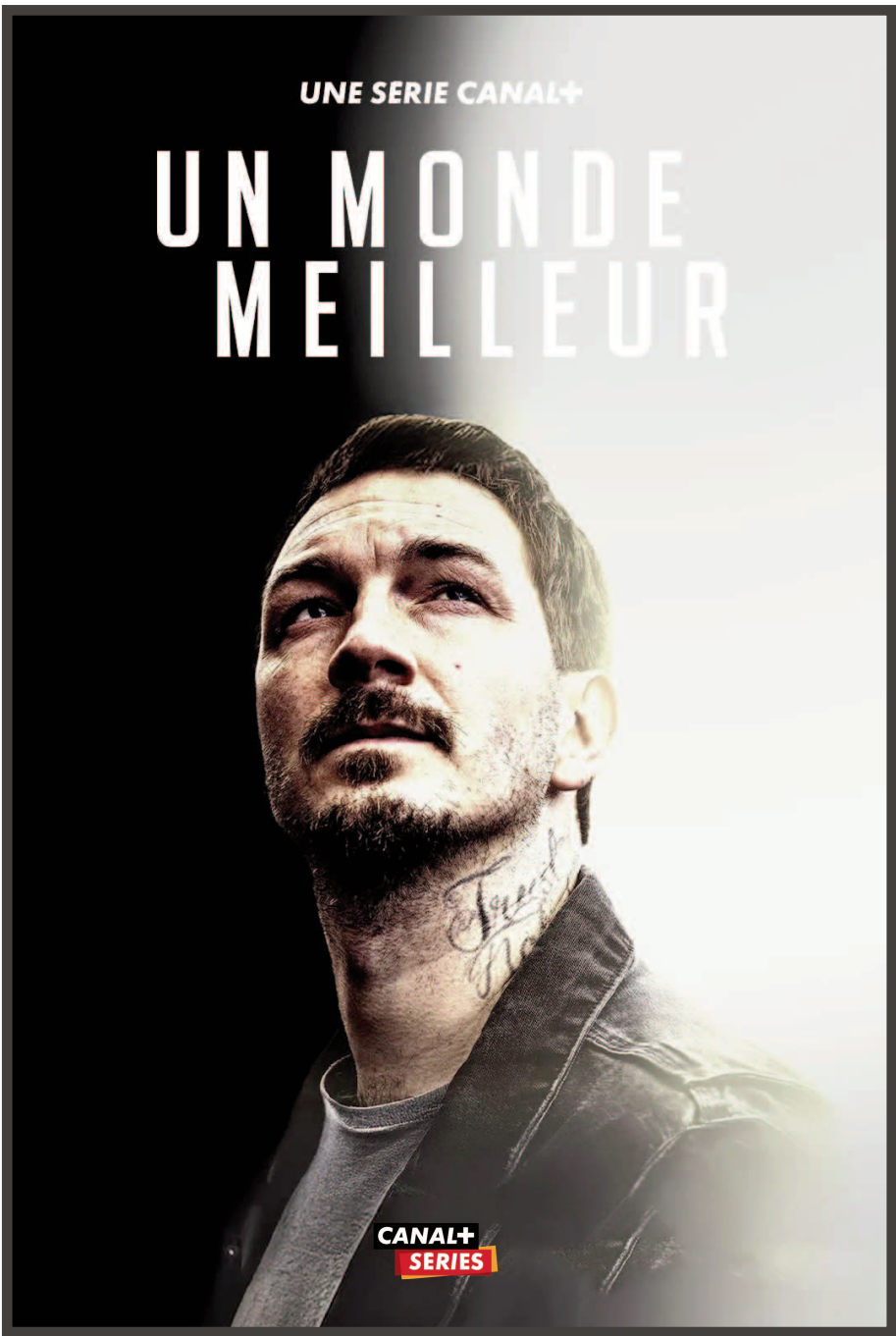
au 100 grammes. En pratique, on en consomme entre une cuillère et deux cuillères à soupe, ce qui fait environ 35 mg de magnésium. On peut par exemple le saupoudrer dans un yaourt, une salade composée ou une salade de fruit. Mieux vaut l'acheter sec en épicerie bio.

Les pignons de pin à saupoudrer pour éviter les carences

Les graines sont de bonnes sources de magnésium. Les pignons de pin renferment environ 250 mg au 100 g, soit 31 mg pour 15g, l'équivalent de 3 cuillères à café (la portion recommandée par jour).

La farine : plus elle est complète, mieux c'est

"Plus nous avons une farine à T élevée, plus elle est riche en minéraux, contrairement à la farine blanche, qui en est presque totalement dépourvue. Une farine complète T110 par exemple renferme 73 mg au 100 g", explique notre interlocutrice. Pensez aussi à la farine de légumineuses, rappelle notre experte, comme la farine de pois chiches ou de lentilles, qui contiennent 66 mg au 100 g, et qui ont l'avantage d'être sans gluten.



télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h00	Film fantastique Etats-Unis - 2020 Wonder Woman 1984	TF1
21h00	Comédie - France 2019 La lutte des classes	2
21h00	Magazine de l'économie - 2025 Capital	6
23h11	Série policière Grande-Bretagne L'heure zéro, d'après Agatha Christie	CANAL+
20h50	Biographie - 2022 Whitney Houston : I Wanna Dance with Somebody	W9
20h50	Film d'horreur Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2024 Sans un bruit : jour 1	CINE + FRISSEUR
21h00	Comédie dramatique France - 2003 7 ans de mariage	6ter
21h00	Film d'action - France 2024 Largo Winch : Le prix de l'argent	CINE + PREMIER
21h50	Golf Golf : DP World Tour Championship	CANAL+ SPORT
21h00	Comédie musicale - 2024 Dans la cuisine des Nguyen	CINÉ CINEMA
20h50	Film pour la jeunesse France - 2024 Ducobu passe au vert	CANAL+ family
21h20	Série policière Etats-Unis - 2007 Esprits criminels	TMC



Série dramatique (France - 2021)
Saison 2 - Épisode 1/2

Validé

William, Brahim et Sara se rendent à Marseille afin de tourner un clip vidéo avec un des groupes en vogue de la cité phocéenne. Pendant ce temps, Rico et les acolytes de Nasser mettent au point un plan pour perturber le tournage. De son côté, Master met tout en oeuvre pour trouver l'argent qu'il doit à Carnage. En outre, les ventes de son dernier album sont décevantes. Il tente néanmoins de négocier une avance sur son prochain album à son producteur.

22h37
Série dramatique (Allemagne - 2025)
Saison 1 - Épisode 1/2

Un monde meilleur

À Rheinstadt, en Allemagne, le maire Amir Kaan (Steven Sowah) et la juriste Petra Schach (Maria Hofstätter) s'engagent dans une initiative audacieuse baptisée TRUST, visant à transformer le système pénitentiaire traditionnel. Ce programme novateur propose une réhabilitation des détenus, leur permettant de travailler et de vivre en dehors des murs de la prison, dans l'espoir de faciliter leur réintégration dans la société.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	05:31	12:14	14:59	17:19	18:46	05:35	12:18	15:04	17:24	18:51	05:49	12:33	15:19	17:39	19:06	05:37	12:23	15:18	17:38	19:01	05:56	12:39	15:26	17:46	19:12	06:01	12:44	15:31	17:51	19:17	06:04	12:47	15:35	17:55	19:21

LE JEUNE

N° 8342 — DIMANCHE 16 NOVEMBRE 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net



	Maximales	Minimales
Alger	25°	15°
Oran	22°	16°
Constantine	24°	8°
Ouargla	28°	14°

UN IMMEUBLE DE CINQ ÉTAGES S'ÉCROULE À HUSSEIN DEY Un blessé et une enquête ouverte

Un immeuble de la rue Rabah-Moussaoui, à Hussein Dey, s'est effondré dans la nuit de vendredi à samedi. Les autorités locales et les secours ont été mobilisés, tandis qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes du sinistre. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la wilaya d'Alger.

En effet, un ancien immeuble d'habitation (colonial) s'est, en partie, écroulé, vers 2h30, hier, au n°6 rue Rabah Moussaoui, dans la commune de Hussein Dey, a fait savoir un communiqué de la wilaya d'Alger, ajoutant que «la partie droite du bâtiment, composée d'un rez-de-chaussée et de quatre étages, s'est totalement effaissée». Alertées, les unités de la Protection civile sont intervenues par la suite. Un premier bilan officiel fait état d'un blessé évacué vers le CHU Mustapha Pacha. Les opérations de recherche ont été maintenues en début de matinée, les secours indiquent qu'ils «poursuivent les vérifications en raison de la possible présence d'autres victimes sous les décombres». Plusieurs moyens ont, dès lors, été mobilisés, dont deux camions de secours, trois ambulances, l'unité spéciale GRIMP (Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux) et la brigade cynotechnique (unités de chiens dressés), selon les informations fournies par la Protection civile. «Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger se sont immédiatement rendus sur les lieux, dans le but de sécuriser toutes les



Les sinistrés pris en charge.

entrées et voies d'accès, et ont établi un périmètre de sécurité pour protéger les citoyens», lit-on dans le communiqué de la wilaya. Comme le rapporte la même source, le ministre-wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, s'est, également, rendu sur place pour superviser les opérations. Il

était accompagné du chef de la Sûreté de wilaya, de la wali déléguée de la circonscription administrative de Hussein Dey et du président de l'APC. Selon la wilaya, les habitants de l'immeuble effondré ont été relogés temporairement dans un hôtel du secteur. «Par mesure préventive, les familles occupant

les deux immeubles adjacents soit un total de 27 familles ont également été évacuées», a-t-elle poursuivi. Et d'ajouter : «Une expertise technique du Centre de contrôle technique de la construction (CTC) est en cours, à la demande des autorités locales.» Il convient de noter que les premières informations recueillies par la wilaya évoquent l'existence d'un projet de promotion immobilière privée, disposant d'un permis de construire n°40/M.A/2025 délivré le 5 novembre 2025 par les services de la commune de Hussein Dey. L'entrepreneur aurait effectué des travaux de creusement «atteignant environ quatre mètres, au plus près de la structure», ce qui pourrait être lié à l'effondrement. Les trois immeubles concernés ont été rénovés l'année précédente dans le cadre du programme de réhabilitation d'Alger, est-il noté de même source. Et de conclure : «L'affaire fait l'objet d'une enquête sécuritaire approfondie afin de déterminer les circonstances exactes de l'accident et de prendre, le cas échéant, les mesures judiciaires appropriées.»

Khalil Aouir

TIZI OUZOU

Neutralisation d'un réseau criminel

LES ÉLÉMENTS de la brigade d'intervention et de recherche, relevant de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou, ont réussi, après un minutieux travail d'investigation, à neutraliser une bande criminelle composée de cinq individus. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de ce corps de sécurité. Au cours de cette opération, les policiers ont également saisi sur «des malfaiteurs une quantité de 3 kg de kif traité, 189 capsules psychotropes ainsi qu'une somme d'argent estimée à 570 millions de centimes, provenant des diverses activités criminelles du groupe», a précisé la même source. Une fois les preuves établies et la culpabilité des mis en cause confirmée, les cinq individus ont été présentés devant le parquet de Tizi Ouzou, a affirmé la même source.

Saïd Tisseguine

TRAFIC DE DROGUE ET CONTREBANDE

Plus de 19 tonnes de kif et 18 kg de cocaïne saisis en 2025

LES UNITÉS du troisième Commandement régional de la Gendarmerie nationale (GN), dans le sud-ouest du pays, ont saisi plus de 19 tonnes de kif traité et 18,832 kg de drogues dures (cocaïne et crack) entre janvier et octobre 2025. C'est ce qu'a indiqué hier à Béchar, ce corps de sécurité, à l'occasion des journées portes ouvertes organisées au centre de loisir familial de la troisième Région militaire. Les opérations ont également permis la saisie de 37 millions de capsules et autres comprimés psychotropes, ainsi que de 7 litres de liquide hallucinogène. Ces importantes actions font suite au traitement de 456 affaires criminelles liées à la détention, au trafic et au transport illicites de drogues, impliquant 567 individus. Dans le domaine du crime de droit commun, les unités ont traité 688 affaires impliquant 292 personnes. Ces affaires se répartissent ainsi : 361 pour atteintes aux biens, 239 pour atteintes aux personnes, 49 pour atteintes à la moralité publique, 22 pour vols de véhicules et 17 pour vols de cheptel. La lutte contre la contrebande a également été renforcée. Au total, 262 affaires ont été traitées et de nombreux produits saisis à travers les zones frontalières du sud-ouest : plus de 3 tonnes de pâtes alimentaires, blé et légumes secs, 54.115 litres d'huile de table, 323.578 litres de carburant, 1.394 appareils de téléphonie mobile, 30.006 pièces détachées de véhicules, 170.272 unités de produits cosmétiques, 1.616 kg de fruits (mangues), 158 têtes de cheptel camelin, ainsi que 170 véhicules et motocycles utilisés par les contrebandiers. 240 individus ont été arrêtés dans le cadre de ces affaires.

S. N.

ABATTAGE D'ANIMAUX ERRANTS L'Etat dit stop !

LE MINISTÈRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a ordonné l'arrêt «immédiat et définitif» des campagnes d'abattage des animaux errants, dénonçant des pratiques «anarchiques, sauvages et brutales» qui «portent atteinte à l'image de l'Algérie». Une nouvelle stratégie nationale, fondée sur la stérilisation, la vaccination et la création de refuges, est désormais engagée. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère. Cette décision s'appuie sur les prérogatives conférées au ministère par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, qui font de lui l'autorité exclusive en matière de santé et de protection animales en Algérie. A cet égard, la tutelle a annoncé qu'elle adopterait une approche «moderne, durable et conforme aux standards internationaux», dans le but de gérer la problématique des animaux errants. Selon les informations fournies par le communiqué, cette stratégie ministérielle repose, d'abord, sur la mise en place de programmes de stérilisation et de recensement destinés à «contrôler les populations animales, de manière progressive». Les animaux seront ensuite réintroduits dans leur milieu, une méthode qui permet, d'après le ministère, de réduire les effectifs «de manière naturelle», tout en freinant «la reproduction incontrôlée». La création prochaine de refuges dédiés figure également parmi les priorités. «Ces structures, qui seront placées sous la respon-

sabilité des services vétérinaires de l'Etat, offriront un hébergement temporaire aux animaux errants», a précisé la tutelle. Dans le même esprit, le ministère indique vouloir y encourager «l'adoption responsable» et y adosser des campagnes d'éducation sur la possession d'animaux, histoire de limiter l'abandon. Cette nouvelle orientation fait suite à des informations parvenues aux services du ministère sur la persistance d'abattages «sauvages et brutaux» dans plusieurs communes du pays. Les services du ministère ont, en ce sens, expliqué qu'ils ont été informés que des opérations d'abattage «anarchiques» des animaux errants, notamment des chiens et des chats, sont menées dans plusieurs communes du pays, avec des méthodes brutales impliquant «l'usage d'armes à feu, l'empoisonnement ou encore des coups portés jusqu'à la mort». «Ces pratiques sont menées sans aucune coordination avec nos services, alors même que notre département est, légalement, la seule autorité compétente en matière de santé et de protection animale», a déploré la tutelle. «Ces comportements suscitent l'indignation de la société civile et des organisations internationales, ce qui porte atteinte à l'image de l'Algérie sur la scène internationale et expose le pays aux critiques», a-t-elle révélée. Ces actes, a-t-elle poursuivi, contreviennent également «aux valeurs éthiques,

humaines et religieuses sur lesquelles repose la société algérienne». Dans ce contexte, le ministère a tenu à rappeler que les expériences nationales et étrangères ont démontré que les abattages massifs ne constituent pas «une solution durable». Loin d'endiguer le phénomène, ils provoquent un déséquilibre écologique rapidement comblé par d'autres espèces, notamment les rats et divers rongeurs, aggravant, ainsi, les problèmes sanitaires, a expliqué la tutelle. Face à ce constat, les autorités demandent aux walis et aux présidents des Assemblées communales de «se conformer strictement» aux procédures établies par les services vétérinaires publics. «Toute initiative touchant aux animaux errants devra, dorénavant, être préalablement validée par ces derniers et conduite selon des protocoles précis, définis au niveau national», a souligné la même source. Par ailleurs, le ministère appelle à renforcer la coopération entre les services locaux et ses propres équipes pour appliquer les programmes nationaux de vaccination contre la rage. Une action jugée «essentielle», afin de protéger la santé publique et réduire les risques pour les citoyens. La tutelle a également souligné qu'il faudra mobiliser les moyens matériels et humains adéquats pour garantir la réussite de ces actions sur l'ensemble du territoire.

K. A.